



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 6 DÉCEMBRE 1947

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, DECEMBER 6th, 1947

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion; otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiv-

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.
REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
17227 — 1-52

ing notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notice, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notice have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
17227 — 1-52

Lettres patentes

Barclays Building Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois novembre 1947, constituant en corporation: June Kirlin, Bertha Freedman, et Celia Cohen, sténographes, célibataires, de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir par achat ce certain emplacement sur la rue St-Jacques, en la cité de Montréal, formant partie du lot connu et désigné comme lot numéro neuf cent cinq (905) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine de la cité de Montréal;

Posséder, détenir, améliorer, remodeler, reconstruire, gérer, utiliser, en avoir la jouissance ou autrement trafiquer et faire valoir ladite propriété, et vendre, louer, hypothéquer, grever, échanger ou autrement céder et aliéner ladite propriété, en tout ou en partie, ou tout intérêt en icelle, sous le nom de "Barclays Building Li-

Letters Patent

Barclays Building Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1947, incorporating: June Kirlin, Bertha Freedman and Celia Cohen, stenographers, spinsters, of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase that certain emplacement of St. James Street, in the city of Montreal, forming part of the lot known and designated as lot number nine hundred and five (905) on the Official Plan and Book of Reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal;

To possess, hold, improve, remodel, reconstruct, administer, utilize, enjoy or otherwise deal with and turn to account the said property, and to sell, lease, hypothecate mortgage, exchange or otherwise make over and dispose of same, in whole or in part, or any interest therein, under the name of "Barclays Building Limited",

mitted", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Baribeau Etchemin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept novembre 1947, constituant en corporation: Paul Miquelon, C.R., avocat de Beauport, Joseph Moffet, comptable, et Robert Perron, tous deux de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de fabrication et faire le commerce de marchandises dans lesquelles le bois ou le métal ou des substances composées ou synthétiques sont parties constitutives, le commerce d'immeubles, l'achat et la vente de valeurs mobilières et immobilières, sous le nom de "Baribeau Etchemin Inc."

Le montant du capital-actions social de la compagnie sera de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent dollars (\$100.00) chacune;

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de soixante-quinze mille dollars (\$75,000.00), divisée en sept cent cinquante (750) actions de cent dollars (\$100.00) chacune;

Le siège social de la compagnie sera à Lac Etchemin, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Beebe Athletic Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize novembre 1947, constituant en corporation: sans capital actions Charles Hepburn, directeur-gérant, Laurent Herménégilde Dubois, Alton Clayton Wing, John Arthur Silvester, machinistes, Maurice L. Moore, secrétaire-trésorier, Robert William Smith, exam. de douane et d'accise, Elwin Lloyd McKenzie, électricien, Charles Stuart Edgar, ingénieur, John Lees, jr, mécanicien, John Anderson, marchand de granit, tous de Beebe, district judiciaire de St-François, Guy Melfort Drummond, Thomas Justin McKenna, avocats, et Louise-Alice Globensky, secrétaire, tous trois de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Organiser, favoriser, aider, développer, conduire et gérer des événements athlétiques, sociaux et sportifs, sous le nom de "Beebe Athletic Association Inc."

Les pouvoirs conférés ne seront pas interprétés comme autorisant le jeu, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté, défendus par la loi et la corporation ne sera pas autorisée à demander ou détenir aucune licence de la Commission des Liqueurs de Québec.

with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Baribeau Etchemin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1947, incorporating: Paul Miquelon, K.C., advocate, of Beauport, Joseph Moffet, accountant, and Robert Perron, both of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the manufacturing business and deal in merchandise wherein wood or metal or compounds or synthetic substances are component parts, to carry on the real estate business and the purchase and sale of movable and immovable securities, under the name of "Baribeau Etchemin Inc."

The amount of joint capital stock of the company to be ninety-nine thousand dollars (\$99,000), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The part of capital stock to be issued as preferred shares is seventy-five thousand dollars (\$75,000), divided into seven hundred and fifty (750) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Lac Etchemin, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Beebe Athletic Association Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1947, incorporating without share capital: Charles Hepburn, Managing-director, Laurent Herménégilde Dubois, Alton Clayton Wing, John Arthur Silvester, machinists, Maurice L. Moore, secretary-treasurer, Robert William Smith, customs & excise Exam., Elwin Lloyd McKenzie, electrician, Charles Stuart Edgar, engineer, John Lees, jr., engineman, John Anderson, granite dealer, all of Beebe, judicial district of St. Francis, Guy Melfort Drummond, Thomas Justin McKenna, advocates, and Louise-Alice Globensky, secretary, all three of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To organize, promote, aid, develop, conduct and manage athletic, social and sporting events, under the name of "Beebe Athletic Association Inc."

The powers conferred shall not be interpreted as permitting gambling, games of chance or games of chance and skill mixed, prohibited by law, and the corporation shall not be authorized to apply for or hold any license from the Quebec Liquor Commission.

Le montant auquel sera limité la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut détenir, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Beebe, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Cardinal & Meloche Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1947, constituant en corporation: Fernand Cardinal, courtier d'assurance, Lilian Laflèche, épouse séparée de biens de Fernand Cardinal, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de la cité d'Outremont, Jean Meloche, courtier d'assurance, et Marcelle Pelland, épouse séparée de biens de Jean Meloche et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Sujet aux dispositions de la Loi des assurances (S.R.Q. 1941, C. 298), faire affaire comme assureurs, en qualité d'agent ou de courtier, et engager des agents ou courtiers à salaire ou à commission, sous le nom de "Cardinal & Meloche Limitée", avec un capital de \$180,000, divisé en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Chanteclerc Ski Tows Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze novembre 1947, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, de St-Lambert, Henry Ralph Armstrong, secrétaire, de la cité de Westmount, Alexander Gordon Yeoman, clerc en loi, Clifford George Meek, et Charles Eric Humphrey, teneurs de livres, tous trois de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer, conduire et se livrer de toute façon et de toute manière quelconque au commerce et aux activités qui consistent à entretenir et opérer des monte-pente, sous le nom de "Chanteclerc Ski Tows Inc.", avec un capital de \$10,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la paroisse de Ste-Adèle, dans le comté de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Chemins d'Hiver de St-Tite Incorporée

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize novembre 1947, consti-

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Beebe, in the judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Cardinal & Meloche Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1947, incorporating: Fernand Cardinal, insurance broker, Lilian Laflèche, wife separate as to property of Fernand Cardinal, and duly authorized by him for the purposes hereof, both of the city of Outremont, Jean Meloche, insurance broker, and Marcelle Pelland, wife separate as to property of Jean Meloche and duly authorized by him for the purposes hereof, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Subject to the provisions of the Insurance Act (R.S.Q., 1941, chap. 298), to carry on business as insurance agents or brokers and to hire agents or brokers on salary or on commission, under the name of "Cardinal & Meloche Limitée", with a capital stock of \$180,000, divided into 800 preferred shares of a par value of \$100 each and 1,000 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Chanteclerc Ski Tows Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of November, 1947, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, of St. Lambert, Henry Ralph Armstrong, secretary of the city of Westmount, Alexander Gordon Yeoman, law clerk, Clifford George Meek and Charles Eric Humphrey, bookkeepers, all three of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on, conduct and engage in in any way or manner whatsoever the business and activities of maintaining and operating ski tows, under the name of "Chanteclerc Ski Tows Inc.", with a capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be in the parish of Ste-Adèle, in the county of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Chemins d'Hiver de St-Tite Incorporée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November 1947, to incorporate as a cor-

tuant en corporation sans capital-actions: Dr Joseph - Georges - Arthur Marchand, médecin, Georges-Alidor Boulet, industriel, Théophile Désy, Joseph Allaire, marchands, Jean-Baptiste Lebrun, courtier en assurances, Charles-Edouard Trottier, chauffeur de taxi et Edgar Grosseau, comptable, tous de Saint-Tite, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Permettre aux hommes d'affaires de faciliter les relations commerciales par l'ouverture et l'entretien des chemins d'hiver de la région, sous le nom de "Chemins d'Hiver de St-Tite Incorporée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Tite, comté de Laviolette, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Chibougamou Lumber Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize novembre 1947, constituant en corporation: J.-Oscar Pelletier, Gérard Gauthier, tous deux négociants, de la ville de Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi, et Alexis Fradet, commerçant, de Saint-Prime, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Exercer dans tous les domaines le commerce et l'industrie du bois, sous le nom de "Chibougamou Lumber Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Commercial and Industrial Ventilation Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept novembre 1947, constituant en corporation: Gaétan Robert, avocat, Lucile Robert, fille majeure, et Marguerite Robert, secrétaire, tous de la cité de Westmount, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de manufacturier, entrepreneur et marchand d'appareils et accessoires pour humidifier, contrôler, climatiser, purifier et nettoyer l'air, sous le nom de "Commercial and Industrial Ventilation Limited", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

poration without share capital: Dr Joseph Georges Arthur Marchand, physician, Georges Alidor Boulet, manufacturer, Théophile Désy, Joseph Allaire, merchants, Jean-Baptiste LeBrun, insurance broker, Charles Edouard Trottier, taxi driver, and Edgar Grosseau, accountant, all of Saint-Tite, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To permit business men to facilitate business relations by the opening and maintaining of winter roads of the district, under the name of "Chemin d'Hiver de St-Tite Incorporée".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Tite, county of Laviolette, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Chibougamou Lumber Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1947, incorporating: J. Oscar Pelletier, Gérard Gauthier, both merchants, of the town of Jonquière, judicial district of Chicoutimi, and Alexis Fradet, trader, of Saint-Prime, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To carry on the lumber trade and business in all lines of same, under the name of "Chibougamou Lumber Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the town of Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Commercial and Industrial Ventilation Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1947, incorporating: Gaétan Robert, advocate, Lucile Robert, spinster, and Marguerite Robert, secretary, all of the city of Westmount, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturer of, contractor for, and dealer in apparatus and equipment for humidifying, controlling, conditioning, purifying and cleansing the air, under the name of "Commercial and Industrial Ventilation Limited", with a capital of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Cords Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix novembre 1947, constituant en corporation: Max Sidney Kaufman, avocat de la cité de Montréal, Solomon Schleifer, notaire, et Leonore Glovinsky, sténographe, célibataire, tous deux de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et généralement négocier toutes sortes de cordes, soutaches, ceintures, dentelles et garnitures, sous le nom de "Cords Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Corporation Minière Marco Mining
Corporation Limited**
(Libre de responsabilité personnelle)
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six novembre 1947, constituant en corporation: Pauline Cabana, Isabelle Lemay, Germaine Bazinet, sténographes, Dorothy Lawson, opératrice de téléphone, toutes de la cité de Montréal, et Martine Ranger, sténographe, de l'Abord-à-Plouffe, toutes du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Corporation Minière Marco Mining Company Limited", (Libre de responsabilité personnelle), (No Personal Liability), avec un capital total de \$500,000 divisé en 500,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce six novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Drumwood Products Company, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize novembre 1947, constituant en corporation: Harris Clark, marchand, de la cité de Montréal, Moses Clark, manufacturier, et Louis Gla-

Cords Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1947, incorporating: Max Sidney Kaufman, advocate, of the city of Montreal, Solomon Schleifer, notary, and Leonore Glovinsky, stenographer, spinster, both of the city of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export and deal generally, in all kinds of cords, braids, sashes, laces and trimmings, under the name of "Cords Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Corporation Minière Marco Mining
Corporation Limited**
(Libre de responsabilité personnelle)
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1947, incorporating: Pauline Cabana, Isabelle Lemay, Germaine Bazinet, stenographers, Dorothy Lawson, telephone operator, all of the city of Montreal, and Martine Ranger, stenographer, of L'Abord-à-Plouffe, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Corporation Minière Marco Mining Corporation Limited", (Libre de responsabilité personnelle) (No Personal Liability), with a capital stock of \$500,000, divided into 500,000 shares of \$1 each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Drumwood Products Company, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1947, incorporating: Harris Clark, merchant, of the city of Montreal, Moses Clark, manufacturer, and Louis Glazer, advocate of

zer, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands d'ameublements de maison, propriétaires de magasins, en général, de négociants de meubles, fournitures de maison et autres accessoires et effets, sous le nom de "Drumwood Products Company Limited", avec un capital de \$29,000, divisé en 290 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

East End Hardware Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six novembre 1947, constituant en corporation: Louis Finegold, manufacturier, de la cité d'Outremont, Peter Yaffe, marchand, et Ann Kotansky, surveillante, célibataire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, négocier des articles de modes, nouveautés, vêtements de toute description quelconque pour hommes, femmes et enfants; quincaillerie et accessoires électriques, sous le nom de "East End Hardware Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 800 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Eastern Agencies Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize novembre 1947, constituant en corporation: Edgar Légaré, comptable, de St-Jean-Baptiste de Drummond, Georges Martin, vendeur, de Ville Saint-Joseph, Rolland Sévigny, Paul Sévigny et Roger Légaré, employés d'usine, de la cité de Drummondville, tous du district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épicerie, de boucherie, bijouteries, orfèvreries, horlogeries, joailleries, verreries, poteries et d'articles de cuir, de nouveautés, sous le nom de "Eastern Agencies Company Limited", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Saint-Joseph, comté de Drummond, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du procureur général, le treize novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Édifice Juneau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept novembre 1947, constituant en cor-

the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of house furnishers, storekeepers and dealers generally in furniture, house furnishings and other chattel and effects, under the name of "Drumwood Products Company Limited", with a capital stock of \$29,000, divided into 290 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

East End Hardware Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1947, incorporating: Louis Finegold, manufacturer, of the city of Outremont, Peter Yaffe, merchant, and Ann Kotansky, supervisor, spinster, both of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal for the following purposes:

To manufacture, deal in, millinery supplies, novelties, men's, women's and children's wearing apparel of every description whatsoever; hardware and electrical supplies, under the name of "East End Hardware Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 800 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Eastern Agencies Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the thirteenth day of November, 1947, incorporating: Edgar Légaré, accountant, of St-Jean-Baptiste de Drummond, Georges Martin, salesman, of Ville Saint-Joseph, Rolland Sévigny, Paul Sévigny and Roger Légaré, plant employees, of the city of Drummondville, all of the judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To carry on the grocery, butcher, jeweller goldsmith and clock-making business and deal in jewellery, glassware, pottery, leather goods and novelties, under the name of "Eastern Agencies Company Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ville Saint-Joseph, county of Drummond, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Édifice Juneau Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the seventeenth day of November, 1947, incorporating: J. Maxime

poration: J.-Maxime Juneau, contremaître, J.-Donat Lessard, agent d'assurance, et Georgette Juneau, secrétaire, tous de Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, louer, posséder, recevoir, aliéner, échanger, donner, un ou des immeubles, terrains ou une ou des bâtisses;

Construire, ou faire construire sur ces terrains ou immeubles, un ou des édifices, sous le nom de "Édifice Juneau Ltée", avec un capital de \$75,000, divisé en 250 actions communes de \$100 chacune, et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Gaspé Motor Sales Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept novembre 1947, constituant en corporation: Walger A. Kruse, marchand d'automobiles, Georges W. Kruse, comptable, et Reginald T. Kruse, commis, tous de Gaspé, district judiciaire de Gaspé, pour les objets suivants:

Exploiter généralement le commerce de la vente des automobiles, camions et autos-neige;

Pièces et accessoires de toutes sortes pour automobiles;

Opérer une ou plusieurs stations de service pour véhicules moteurs, sous le nom de "Gaspé Motor Sales Limited", avec un capital de \$24,000, divisé en 240 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Gaspé, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Hodge Motors Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix novembre 1947, constituant en corporation: Chester C. Hodge, marchand, Paul Desruisseaux et Carrier Fortin, avocats, tous de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Acquérir les commerces de Chester C. Hodge, Chester C. Hodge in Trust, faisant affaires sous le nom de "The King Street Tire Depot Regd, The Hodge Motors Regd";

Acheter, vendre et faire le commerce d'automobiles et autres véhicules, leurs pièces et accessoires et articles du même genre, et opérer un garage ou des garages, une boutique ou des boutiques de réparation, station ou stations de service, sous le nom de "Hodge Motors Limited", avec un capital de \$75,000, divisé en 750 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Juneau, foreman, J. Donat Lessard, insurance agent, and Georgette Juneau, secretary, all of Jonquière, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To buy, sell, lease, own, receive, dispose of, exchange or give one or more immovables, lots of land or one or more buildings;

To construct one or more buildings, or have the same built on the said lands or immovables, under the name of "Édifice Juneau Ltée", with a capital stock of \$75,000, divided into 250 common shares of \$100 each, and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the town of Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Gaspé Motor Sales Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1947, incorporating: Walter A. Kruse, automobile dealer, George W. Kruse, accountant, and Reginald T. Kruse, clerk, all of Gaspé, judicial district of Gaspé, for the following purposes:

To carry on generally the business of selling, automobiles, trucks and snowmobiles;

Automobile parts and accessories of all kinds;

To operate one or more service stations for motor vehicles, under the name of "Gaspé Motor Sales Limited", with a capital stock of \$24,000, divided into 240 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Gaspé, in the judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Hodge Motors Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1947, incorporating: Chester C. Hodge, merchant, Paul Desruisseaux and Carrier Fortin, advocates, all of the city of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

Acquire the businesses of Chester C. Hodge, Chester C. Hodge in Trust, doing business under the name of The King Street Tire Depot Regd, The Hodge Motors Regd;

To buy, sell and deal in automobiles, and other vehicles, their parts and accessories and kindred articles and to operate a garage or garages, repair shop or shops an service station or stations, under the name of "Hodge Motors Limited", with a capital stock of \$75,000, divided into 750 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Sherbrooke, Judicial District of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Institut National D'Optique
National Institute of Optics

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept novembre 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Lippens, pharmacien, optométriste, bactériologiste, Henri-Paul Lemay, avocat, et Fernande Loranger, bibliothécaire, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Établir des laboratoires, cliniques et autres services accessoires aux fins de poursuivre des recherches scientifiques en optique, sous le nom de "Institut National d'Optique — National Institute of Optics"

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS

Jos. Rogers, Limitée
Jos. Rogers, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize novembre 1947, constituant en corporation: Joseph Rogers, marchand, Réjane St-Onge et Gérard Labelle, comptables, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

D'exercer le commerce de bois et charbon dans toutes ses spécialités, lesquelles comprennent l'huile à chauffage et autres genres de combustible, sous le nom de "Jos. Rogers, Limitée — Jos. Rogers, Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 1,600 actions de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS

Ken-Will Metal Products, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept novembre 1947, constituant en corporation Kenneth Oliver France, manufacturier, de Lachine, Robert Brown, secrétaire, de Hampstead, et Claude Demers, avocat, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter l'industrie et les affaires d'industriels, manufacturiers de produits de métal en feuilles, entrepreneurs de tous genres de travaux se rapportant aux produits de métal en feuilles, manufacturiers d'outils et matrices et vendre lesdits produits, sous le nom de "Ken-Will Metal Products, Limited", avec un capital de \$16,000, divisé en 1600 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS

Institut National D'Optique
National Institute of Optics

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Lippens, pharmacist, optometrist, bacteriologist, Henri Paul Lemay, advocate, and Fernande Loranger, librarian, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To establish laboratories, clinics and other ancillary services for the purpose of carrying on scientific research in optics, under the name of "Institut National d'Optique — National Institute of Optics".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Jos. Rogers, Limitée
Jos. Rogers, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1947, incorporating: Joseph Rogers, merchant, Réjane St-Onge and Gérard Labelle, accountants, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the coal and wood business in all lines of same including dealing in fuel oil and all other types of fuel, under the name of "Jos. Rogers, Limitée — Jos. Rogers, Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 1,600 shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Ken-Will Metal Products, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1947, incorporating: Kenneth Oliver France, manufacturer, of Lachine, Robert Brown, secretary, of Hampstead, and Claude Demers, advocate, of the City of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, manufacturers of sheet metal products, contractors of all kinds of works connected with sheet metal products, manufacturers of tools and dies, and to sell the said products, under the name of "Ken-Will Metal Products, Limited", with a capital stock of \$16,000, divided into 1600 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**La Cie de Bois Chambord
Chambord Lumber Co.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1947, constituant en corporation: Armand Sarrazin, marchand, de la Conception, district judiciaire de Montcalm, Laurent Dansereau, comptable, de Verchères, district judiciaire de Montréal, et Dame Lucile Séguin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Jean-Paul Denis, commerçant, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer, dans toutes leurs branches respectives, les commerces de marchands de bois, propriétaires de moulins et marchands généraux soit en gros ou en détail, de bois de toutes catégories et de tous produits quelconques généralement employés dans l'industrie de la construction, sous le nom de "La Cie de Bois Chambord — Chambord Lumber Co.", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

**La Cie de Bois Chambord
Chambord Lumber Co.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1947, incorporating: Armand Sarrazin, merchant of La Conception, judicial district of Montcalm, Laurent Dansereau, accountant of Verchères, judicial district of Montreal, and meDa Lucile Séguin, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Jean Paul Denis, merchant, and duly authorized by him for the purposes hereof, of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on, in all their respective lines, the business of lumber dealers, proprietors of mills and general merchants, whether wholesale or retail, dealing in wood of all types and all products usually used in the building trade, under the name of "La Cie de Bois Chambord — Chambord Lumber Co.", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

**La Fédération Diocésaine de Montréal de la
Jeunesse Étudiante Catholique du Canada,
Incorporée**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze novembre 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Boisclair, Gilles Gendreau, étudiants, et Thérèse Graton, professeur de musique, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Constituer en corporation la fédération de la J.E.C. et de la J.E.C.F. du diocèse de Montréal, sous le nom de "La Fédération Diocésaine de Montréal de la Jeunesse Étudiante Catholique du Canada, Incorporée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$200,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS,

**La Fédération Diocésaine de Montréal de la
Jeunesse Étudiante Catholique du Canada,
Incorporée**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Boisclair, Gilles Gendreau, students, and Thérèse Graton, professor of music, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To incorporate as a corporation the federation of the J.E.C. and the J.E.C.F. of the diocese of Montreal, under the name of "La Fédération Diocésaine de Montréal de la Jeunesse Étudiante Catholique du Canada, Incorporée".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

La Ligue des Propriétaires du Village de Saint-Alexis de Grande-Baie

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze novembre 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Méride Tremblay, Eddy Desbiens, Joseph Édouard Morin, Étienne Fortin, Conrad Perron, journaliers, Joseph-Henri Bouchard, Théodore Morin, mécaniciens, Thomas-Louis Milliard, menuisier, et Georges Dallaire, ouvrier, tous de Grande-Baie, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

La Ligue des Propriétaires du Village de Saint-Alexis de Grande-Baie

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Méride Tremblay, Eddy Desbiens, Joseph Édouard Morin, Étienne Fortin, Conrad Perron, Laborers, Joseph Henri Bouchard, Théodore Morin, mechanics, Thomas Louis Milliard, joiner, and Georges Dallaire workman, all of Grande-Baie, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

Promouvoir les intérêts civiques, économiques, sociaux et municipaux, sous le nom de "La Ligue des Propriétaires du Village de Saint-Alexis de Grande-Baie".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Alexis-de-Grande-Baie, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS,

Lamontagne Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1947, constituant en corporation: Alexandre-A. Labrègue, avocat, Antonio Leclerc, comptable, Françoise Letarte et Jacqueline Paquet, sténographes, tous de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer sous toutes ses formes le commerce et l'industrie de la laine, le coton, les tissus, les lainages, les soies, les toiles et les textiles de toutes sortes;

Exercer sous toutes ses formes le commerce et l'industrie de toutes sortes d'habits et de vêtements et de leurs accessoires, sous le nom de "Lamontagne Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, cinq novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Larochelle & Frères Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1947, constituant en corporation: Gérard Larochelle, comptable agréé, de Montréal, district judiciaire de Montréal, Maurice Larochelle, comptable, Gérard Desbiens, boulanger, tous deux de Coaticook, et Marius Larochelle, comptable, de Sherbrooke, tous trois du district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie générale des boulangers, pâtisseries, et confiseurs;

Acheter et acquérir de Alfred Larochelle, rentier de Bromptonville, district de Saint-François, les deux boulangeries sises respectivement au N° 480 ouest de la rue King à Sherbrooke et au N° 176 de la rue St-Paul à Coaticook;

Acheter et acquérir de Gérard Larochelle, de Montréal, de Marius Larochelle, de Sherbrooke, de Maurice Larochelle et Gérard Desbiens, tous deux de Coaticook, le commerce présentement exercé par eux sous les nom et raison sociale de Larochelle & Frères;

Le nom de la présente compagnie est "Larochelle & Frères Ltée";

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

To promote civic, economic, social and municipal interests, under the name of "La Ligue des Propriétaires du Village de Saint-Alexis de Grande-Baie".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Alexis-de-Grande-Baie, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lamontagne Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1947, incorporating: Alexandre A. Labrègue, advocate, Antonio Leclerc, accountant, Françoise Letarte and Jacqueline Paquet, stenographers, all of the city of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all lines of same the business and trade of wool, cotton, fabrics, woollens, silks, linens and textiles of all kinds;

To carry on the business of and deal in suits, wearing apparel and their accessories, under the name of "Lamontagne Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Larochelle & Frères Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1947, incorporating: Gérard Larochelle, chartered accountant, of Montreal, judicial district of Montreal, Maurice Larochelle, accountant, Gérard Desbiens, baker, both of Coaticook, and Marius Larochelle, accountant of Sherbrooke, all three of the judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To carry on generally the business of bakers, pastry-men and confectioners;

To purchase and acquire from Alfred Larochelle, annuitant of Bromptonville, district of Saint Francis, the two bakeries, situated respectively at No 480 King Street West, Sherbrooke and at No. 176 St. Paul Street, Coaticook;

To purchase and acquire from Gérard Larochelle, of Montreal, from Marius Larochelle, of Sherbrooke, from Maurice Larochelle and Gérard Desbiens, both of Coaticook, the business now carried on by them under the firm name of "Larochelle & Frères";

The name of the present company to be "Larochelle & Frères Ltée";

The amount of capital stock of the company will be \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Daté du Bureau du Procureur général, le six novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

La Villa Familiale des Laes McLaren et Pratte Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Alphonse Fugère, ingénieur-mécanicien, Engelbert Plante, menuisier, et Jean-Paul Leclerc, comptable, tous trois de Shawinigan-Falls, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

De procurer des loisirs sains, honnêtes et économiques aux familles ouvrières de la cité de Shawinigan-Falls et la région environnante, sous le nom de "La Villa Familiale des Laes McLaren et Pratte Inc."

La corporation pourra acquérir des biens immobiliers jusqu'à la somme de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera situé en la Salle Paroissiale sur le Boulevard St-Sacrement, dans la paroisse de Christ-Roi, à Shawinigan Falls district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

La Villa Familiale des Laes McLaren et Pratte Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Alphonse Fugère, mechanical engineer, Engelbert Plante, joiner, and Jean Paul Leclerc, accountant, all three of Shawinigan-Falls, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To provide healthy, decent and economical amusements for the workmen's families of the city of Shawinigan-Falls and the surrounding district, under the name of "La Villa Familiale des Laes McLaren et Pratte Inc."

The corporation may acquire immovable property up to the amount of \$100,000.

The head office of the corporation will be in the Parish Hall on St-Sacrement Boulevard, in the parish of Christ-Roi, at Shawinigan Falls, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Le Club « Louiseville » Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Montcalm Roussel, surintendant graveur, Miville Lesage, avocat, et Françoise Martin, sténographe, tous de Louiseville, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Unir en association tous les chevaliers de Colomb en règle du Conseil 2783 Louiseville, qui désirent en faire partie, dans l'intention d'améliorer de toutes manières compatibles avec la loi, les conditions du sport et de la vie sociale à Louiseville, et ses environs, sous le nom de "Le Club "Louiseville" Club Inc."

La Corporation n'a pas l'intention de demander, acquérir ou détenir une licence octroyée par la Commission des Liqueurs de Québec;

Les pouvoirs de la Corporation n'autoriseront en aucune circonstance, les jeux à l'argent, les jeux de hasard et les jeux mixtes de hasard et d'habileté;

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Louiseville, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Le Club « Louiseville » Club Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Montcalm Roussel, master engraver, Miville Lesage, advocate, and Françoise Martin, stenographer, all of Louiseville, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To unite into an association all the Knights of Columbus, in good standing, of Council 2783 Louiseville, who desire to join same, with a view to improving, in every manner consistent with law, the conditions regarding sports and the social life at Louiseville and its environs, under the name of "Le Club "Louiseville" Club Inc."

The corporation has no intention of applying for, acquiring or holding a license from the Quebec Liquor Commission;

The powers conferred on the corporation do not authorize under any circumstance, gambling, games of chance or games of change and skill combined.

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Louiseville, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

**Les Créations Valmy, Inc.
Valmy Fashions Studio, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la pro-

**Les Créations Valmy, Inc.
Valmy Fashions Studio, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

vince de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1947, constituant en corporation: Edmour J. Harvey, comptable (A.P.A.), Philippe Beauregard, Roger Beaulieu, avocats, François Morel, étudiant en droit, et Claire Miron, sténographe, célibataire majeure, tous de la cité de Montréal, district de Montréal, pour les objets suivants:

Dessiner, tailler, confectionner, manufacturer, acheter et faire le commerce de gros et de détail de la lingerie pour dames, sous le nom de "Les Créations Valmy, Inc.—Valmy Fashions Studio Inc." avec un capital de \$30,000, divisé en 200, actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Letendre & Frères Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept novembre 1947, constituant en corporation: Jacques Shooner, marchand, Henri Traversy, hôtelier, et Roger Letendre, menuisier, tous de Pierreville, district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

Exercer sous toutes ses formes le commerce, l'industrie et la fabrication du bois et matériaux de construction, et agir généralement comme constructeurs ou entrepreneurs-constructeurs de tous travaux, sous le nom de "Letendre & Frères Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pierreville, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Livestock Producers Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six novembre 1947, constituant en corporation: Stanley Stanger, officier de compagnie de fiducie, de Hampstead, Ralph C. Tees, officier de compagnie de fiducie et Marcel Cordeau, avocat, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Se livrer à l'élevage et élever du bétail, des porcs moutons, volailles et acheter, vendre, importer, exporter, négocier et trafiquer le bétail vivant, les porcs, les moutons, les volailles, la viande et les produits de viande, dans toutes les branches de tel commerce, en gros et en détail; ériger et construire des abattoirs, entrepôts frigorifiques, hangars, maisons d'abattage, établissements de salaison et autres édifices nécessaires ou convenables pour les objets de la compagnie, sous le nom de "Livestock Producers Company Limited" avec un capital de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

ince of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1947, incorporating: Edmour J. Harvey, accountant (A.P.A.), Philippe Beauregard Roger Beaulieu, advocates, François Morel, law student, and Claire Miron, stenographer, spinster all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To design, cut out, make up, manufacture, purchase and deal wholesale and retail in ladies wear, under the name of "Les Créations Valmy, Inc.—Valmy Fashions Studio, Inc.", with a capital stock of \$30,000 divided into 200 common shares of a par value of \$100 each, and 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Letendre & Frères Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1947, incorporating: Jacques Shooner, merchant, Henri Traversy, hotel keeper, and Roger Letendre, joiner, all of Pierreville, judicial district of Richelieu, for the following purposes:

To carry on in all lines of same the business, industry and manufacturing of lumber and building requisites, and to act generally as builders and building contractors for all kinds of works, under the name of "Letendre & Frères Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Pierreville, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Livestock Producers Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1947, incorporating: Stanley Stanger, trust company officer, of Hampstead, Ralph C. Tees, trust company officer, and Marcel Cordeau, lawyer, both of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To raise and breed cattle, pigs, sheep and poultry and to buy, sell, import, export and deal in and with live cattle, pigs, sheep, poultry, meat and products in all its branches at wholesale and meat retail; to erect and build abattoirs, cold storage warehouses, sheds, slaughter houses, packing houses, and other structures necessary or convenient for the purposes of the company, under the name of "Livestock Producers Company Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**L'Outillage de Ferme Laitière Inc.
The Dairy Farm Equipment Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize novembre 1947, constituant en corporation: Gilles de Billy, avocat, de la cité de Québec, Pierrette Gauvin, secrétaire, fille majeure, de Cap-Rouge, et Thérèse Sirois, secrétaire, fille majeure, de Lauzon, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce, de machineries et instruments de ferme de toutes sortes, de laiteries, beureries, fromageries, d'appareils électriques de toutes sortes, et meubles de toutes sortes, sous le nom de "L'Outillage de Ferme Laitière Inc. The Dairy Farm Equipment Inc.", avec un capital de \$90,000, divisé en 900 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Magasin Korker Ltée
Korker Shop Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du quatorze novembre 1947, constituant en corporation: Gilles Lamontagne, de la cité de Québec, Georges-Edouard Bouchard, arpenteur, de la cité de Sillery, tous deux du district judiciaire de Québec, et Jean-E. Lamontagne, industriel, de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire toutes ou aucune des affaires de producteurs et de marchands en gros et en détail de menus objets de toutes sortes, cuirs, porcelaines, verrerie, vaisselle, potiches, céramiques, sculptures, articles de toilette, marchandises plaquées, gravures, objets d'art et leur reproduction, bijouterie, ornements, bibelots, cadeaux et matières brutes propres à la confection des objets ci-haut mentionnés, sous le nom de "Magasin Korker Ltée — Korker Shop Ltd.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires est limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à 65, côte de la Fabrique, cité de Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Marcel Lacasse Fourrures Limitée
Marcel Lacasse Furs Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276,

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**L'Outillage de Ferme Laitière Inc.
The Dairy Farm Equipment Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1947, incorporating: Gilles de Billy, advocate, of the city of Quebec, Pierrette Gauvin, secretary, spinster, of Cap-Rouge, and Thérèse Sirois, secretary, spinster, of Lauzon, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in machinery and farm implements of all kinds, machinery and implements for dairies, butter factories, cheese factories, electric equipment of all kinds, and furniture of all kinds, under the name of "L'Outillage de Ferme Laitière Inc. — The Dairy Farm Equipment Inc.", with a capital stock of \$90,000, divided into 900 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Magasin Korker Ltée
Korker Shop Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1947, incorporating: Gilles Lamontagne, of the city of Quebec, Georges-Edouard Bouchard, surveyor, of the city of Sillery, both of the judicial district of Quebec, and Jean E. Lamontagne, manufacturer, of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of producers of and wholesale and retail dealers in small wares of all kinds, leathers, porcelain, glassware, crockery, pottery, ceramics, carved goods, toilet ware, plated goods, engravings, works of art and their reproductions, jewellery, ornaments, knick-knacks, gifts and the raw matter used in the making of the aforesaid objects, under the name of "Magasin Korker Ltée — Korker Shop Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The number of shareholders is limited to twenty.

The head office of the company will be at 65 de la Fabrique Street, city of Quebec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Marcel Lacasse Fourrures Limitée
Marcel Lacasse Furs Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276,

S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du treize novembre 1947, constituant en corporation: Cora Racicot, comptable, Gabrielle Larose, sténographe, toutes deux filles majeures et usant de leurs droits, et François Mercier, avocat, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations générales qui consistent à manufacturer et vendre des fourrures et des produits de fourrures de toutes espèces, sous le nom de "Marcel Lacasse Fourrures Limitée — Marcel Lacasse Furs Limited", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 320 est, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

McGill Securities Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze novembre 1947, constituant en corporation: René Chênevert, avocat, de la cité de Westmount, Thérèse Kingsley, comptable, célibataire, de la ville de Montréal-Est, et Isabella Macfarlane, sténographe, célibataire, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer, dans toutes ses branches, le commerce de négociants d'obligations, courtiers en placements et agents de change, sous le nom de "McGill Securities Limited" avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Moderne Leather Goods Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze novembre 1947, constituant en corporation: Eldon D. Hallman, marchand, Donald Spencer Hallman, gérant, tous deux de la cité de Lachine, Fred J. Eveleigh, manufacturier, de la cité de Westmount, et Sidney Kreaden, marchand, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et aliéner de toute manière, exporter, importer, posséder, détenir ou autrement faire valoir et trafiquer et faire le commerce de tous genres de bagage, réticules, portefeuilles, bourses et autres nouveautés et aussi les accessoires et produits, articles et marchandises s'y rapportant, le tout étant fait de cuir et/ou de toute étoffe quelconque, sous le nom de "Moderne Leather Goods Company Limited", avec un capital de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of November, 1947, incorporating: Cora Racicot, accountant, Gabrielle Larose, stenographer, both spinsters and in use of their rights, and François Mercier, advocate, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business of manufacturing and selling furs and fur products of all kinds, under the name of "Marcel Lacasse Fourrures Limitée — Marcel Lacasse Furs Limited", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at No. 320 Notre-Dame Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

McGill Securities Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November 1947, incorporating: René Chênevert, barrister, of the city of Westmount, Thérèse Kingsley, accountant, spinster, of the town of Montreal East, and Isabella Macfarlane, stenographer, spinster of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of bond dealers, investment brokers and share brokers in all its branches, under the name of "McGill Securities Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Moderne Leather Goods Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1947, incorporating: Eldon D. Hallman, merchant, Donald Spencer Hallman, manager, both of the city of Lachine, Fred J. Eveleigh, manufacturer, of the city of Westmount, and Sidney Kreaden, merchant, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, and in any manner dispose of, to export, import, own, hold, or otherwise turn to account, and to trade in and deal with all types of luggage, handbags, bill folds, purses and other novelties, as well as accessories and ancillary goods, wares and merchandise, the whole made of leather and/or any other material, under the name of "Moderne Leather Goods Company Limited", with a capital stock of \$49,000, divided into 490 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Orange and Protestant Children's Home for Quebec

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf octobre 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Royal Ernest Carl Werry, avocat, et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Lemuel Willey Janes, maître imprimeur, de la cité de Montréal, et Robert Henry Butler, commis de malle, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Opérer une association concernant l'acquisition d'une propriété déjà construite ou la construction d'une maison pour les enfants protestants de cette province, sous le nom de "Orange and Protestant Children's Home for Quebec".

Le montant auquel est limitée la propriété immobilière que la compagnie ou l'association peut posséder ou détenir est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Quebec Theatres, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept novembre 1947, constituant en corporation: Roger Brossard, C.R., Claude Demers, avocats, Marcelle Larose, secrétaire, et Denise Gagné, toutes deux filles majeures et usant de leurs droits, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder, louer, céder à bail et exploiter des théâtres, théâtres de vues animées, vaudeville et des édifices pour autres formes d'amusements et généralement exercer toute autre industrie ayant pour objet l'amusement et la récréation du public, sous le nom de "Quebec Theatres Ltd.", avec un capital de \$150,000, divisé en 1500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Romark Clothing Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize novembre 1947, constituant en corporation: Samuel Rodman, Louis Rodman, manufacturiers, de la cité d'Outremont, et Jack Ralph Bogante, avocat, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer, faire le commerce de hardes et vêtements de toutes sortes et espèces, pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "Romark Clothing Company", avec un capital de \$35,000, divisé en 350 actions de \$100 chacune.

Les actionnaires de la compagnie ne devront pas excéder vingt en nombre;

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1947, incorporating without share capital: Royal Ernest Carl Werry, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, Lemuel Willey Janes, master printer, of the city of Montreal, and Robert Henry Butler, mail clerk, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate an association in connection with the acquiring of property already built or the construction of a home for Protestant children in this province, under the name of "Orange and Protestant Children's Home for Quebec".

The amount to which the immoveable property which may be owned or held by the company or association is limited to \$100,000.

The head office of the corporation will be in the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Quebec Theatres, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1947, incorporating: Roger Brossard, K.C., Claude Demers, advocates, Marcelle Larose, secretary, and Denise Gagné, accountant, both spinsters and in use of their rights, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To own, lease, assign on lease and operate theatres, moving picture and vaudeville theatres and buildings for all other types of amusements and generally engage in the business having for its aim the amusement and entertainment of the public, under the name of "Quebec Theatres Ltd.", with a capital stock of \$150,000, divided into 1500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Romark Clothing Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1947, incorporating: Samuel Rodman, Louis Rodman, manufacturers, of the City of Outremont, and Jack Ralph Bogante, advocate, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on, dealing with men's, women's and children's clothing and wearing apparel of any and all kinds, under the name of "Romark Clothing Company", with a capital stock of \$35,000, divided into 350 shares of \$100 each.

The shareholders of the company shall not exceed twenty in number;

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Simpson Machinery Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize novembre 1947, constituant en corporation: Geoffrey D. Simpson, George H. Henshaw, marchands, de la cité de Montréal, et Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, réparer, acquérir, acheter, vendre, échanger, assembler, équiper et faire le commerce des engins, de la machinerie, des outils et instruments de toutes sortes;

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Simpson Machinery Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires, de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

S. L. Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept novembre 1947, constituant en corporation: John J. Wasserman, Harry L. Aronovitch, avocats, et Freda Pomerance, fille majeure, secrétaire, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux pour la construction, la réparation et la modification;

Exploiter le commerce de négociants de toutes sortes de matériaux de construction, y compris les accessoires de ménage, sous le nom de "S. L. Construction Co. Ltd.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Talbot & Parent, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize novembre 1947, constituant en corporation: Jean-Baptiste Parent, Albert Talbot, industriels, et Roger Talbot, comptable, tous de Loretteville, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter et vendre de la chaussure de toutes catégories; acheter et vendre du cuir brut et tanné;

Manufacturer, acheter et vendre des gants et mitaines, des serviettes, des sacs à mains, des sacoches et porte-monnaie, sous le nom de "Talbot & Parent, Limitée", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Simpson Machinery Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1947, incorporating: Geoffrey D. Simpson, George H. Henshaw, merchants, of the city of Montreal, and Benjamin Robinson, advocate, and King's Counsel, of the city of Westmount, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, repair, acquire, buy, sell, exchange, set up, equip and deal in engines, machinery, tools and implements of all kinds;

To carry on the business of general contractors, under the name of "Simpson Machinery Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1947

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

S. L. Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1947, incorporating: John J. Wasserman, Harry L. Aronovitch, advocates, and Freda Pomerance, fille majeure, secretary, all in the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors for the construction, repair and alteration;

To carry on the business of merchants in all kinds of building supplies, including household accessories, under the name of "S. L. Construction Co. Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Talbot & Parent, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1947, incorporating: Jean-Baptiste Parent, Albert Talbot, manufacturers, and Roger Talbot, accountant, all of Loretteville, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy and sell footwear of all descriptions; buy and sell raw and tanned leather;

To manufacture, buy and sell gloves, mitts, brief cases, hand-bags, purses and bill-folds, under the name of "Talbot & Parent, Limitée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Loretteville, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at Loretteville, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Waterloo Construction Limited
La Cie de Construction Waterloo Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sept novembre 1947, constituant en corporation: Philippe-A. Jolin, comptable, Gisèle Jolin, secrétaire, fille majeure, tous deux de Waterloo, et Fernand-R. Morin, comptable, de Granby, tous du district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Exercer généralement et dans toutes leurs spécialités les opérations, commerce et industrie de constructeurs, contracteurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de "Waterloo Construction Limited — La Cie de Construction Waterloo Limitée", avec un capital de \$60,000, divisé en 200 actions privilégiées de \$100 chacune et 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Waterloo, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le sept novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
20758-o L. DÉSILETS.

Waterloo Construction Limited
La Cie de Construction Waterloo Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1947, incorporating: Philippe A. Jolin, accountant, Gisèle Jolin, secretary, spinster, both of Waterloo, and Fernand R. Morin, accountant, of Granby, all of the judicial district of Bedford, for the following purposes:

To carry on generally and in all their branches the operations, business and trade of builders, contractors and general contractors, under the name of "Waterloo Construction Limited — La Cie de Construction Waterloo Limitée", with a capital stock of \$60,000, divided into 200 preferred shares of \$100 each and 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Waterloo, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
20758 Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Belmont Sportswear Co.

Belmont Sportswear Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires en date du 22 octobre 1947, changeant le nom de la compagnie "Belmont Pants and Sportswear Co." constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 mai 1943, en celui de "Belmont Sportswear Co."

Daté du bureau du Procureur général, le 22 octobre 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 22nd day of October, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of "Belmont Pants and Sportswear Co.", incorporated by letters patent dated May 27th, 1943, into that of "Belmont Sportswear Co."

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of October, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Dean Industries Limited

Dean Industries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 octobre 1947, changeant le nom de la compagnie "Hayim Industries Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 juillet 1947, en celui de "Dean Industries Limited". Daté du bureau du Procureur général, le 27 octobre 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of October, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Hayim Industries Limited", incorporated by letters patent dated July 18th, 1947, into that of "Dean Industries Limited".

Dated at the office of the Attorney General this 27th day of October, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

L'Aide aux Infirmes

L'Aide aux Infirmes

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec,

date du 17 octobre 1947, changeant le nom de la corporation "Association Catholique de l'Aide aux Infirmes", constituée comme telle par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite loi et datées du 6 août 1941, en celui de "L'Aide aux Infirmes".

Daté du bureau du Procureur général, le 17 octobre 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Les Ateliers Émile Couture Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 octobre 1947, à la compagnie "Les Ateliers Émile Couture Limitée", ratifiant son Règlement No 4 augmentant son capital de \$20,000 à \$60,000 par la création de 400 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 22 octobre 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Prupas Flooring Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 octobre 1947, changeant le nom de la compagnie "Prupas & Gauthier Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 août 1947, en celui de "Prupas Flooring Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 27 octobre 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

S. O. Riverin & Cie Ltée S. O. Riverin Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 octobre 1947, à la compagnie "S. O. Riverin & Cie Ltée" — "S. O. Riverin Limited", ratifiant son Règlement N° 4 augmentant son capital de \$30,000 à \$100,000 par la création de 35,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$1 chacune et de 350 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges attachés aux actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 17 octobre 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

bearing date the seventeenth day of October 1947, changing the name of the corporation, "Association Catholique de l'Aide aux Infirmes", incorporated as such by letters patent issued under Part III of the said Act and dated August 6, 1941, into that of "L'Aide aux Infirmes".

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Les Ateliers Émile Couture Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-second day of October, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, to the company "Les Ateliers Émile Couture Limitée", ratifying its By-law No. 4 increasing its capital from \$20,000 to \$60,000 by the creation of 400 additional common shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Prupas Flooring Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of October, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, changing the name of the company "Prupas & Gauthier Ltd.", incorporated by letters patent dated August 5th, 1947, into that of "Prupas Flooring Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of October, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

S. O. Riverin & Cie Ltée S. O. Riverin Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventeenth day of October, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, to the company "S. O. Riverin & Cie Ltée" — "S. O. Riverin Limited", ratifying its By-law No. 4 increasing its capital from \$30,000 to \$100,000 by the creation of 35,000 additional common shares of a par value of \$1 each and 350 additional preferred shares of a par value of \$100 each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Steinberg's Wholesale Groceries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 32 octobre 1947, à la compagnie "Steinberg's Wholesale Groceries Limited", ratifiant son règlement N° 32 augmentant son capital actions de \$100,000 à \$300,000 par

Steinberg's Wholesale Groceries Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec to the company "Steinberg's Wholesale Groceries Limited", ratifying its By-Law No. 32 increasing its capital stock from \$100,000. to \$300,000. by the creation of

la création de 2000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 22 octobre 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Telephone Answering Service Ltd.
Votre Secrétaire Téléphoniste, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 22 octobre 1947, changeant le nom de la compagnie "Telephone Answering Service Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 décembre 1931, en celui de "Telephone Answering Service Ltd." — "Votre Secrétaire Téléphoniste, Limitée".

Daté du bureau du Procureur général, le 22 octobre 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

3380 Ridgewood Ave. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 30 juillet 1947, à la compagnie "3380 Ridgewood Ave. Inc." ratifiant son Règlement N° "A" modifiant ses lettres patentes originaires en changeant les privilèges des actions privilégiées de la compagnie et établissant les dividendes qui sont préférentiels jusqu'à concurrence de $4\frac{1}{2}\%$ par année, non-cumulatifs au lieu de cumulatifs.

Daté du bureau du Procureur général, le 30 juillet 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
20759 P. FRENETTE.

Avis divers

LA CORPORATION DU CANTON CHICOUTIMI
COMTÉ DE CHICOUTIMI

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes de la série "C" émises en vertu du règlement N° 53, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00 — C-37, 100, 145, 190 et 248.

Les dites obligations seront remboursables le 1er janvier 1948, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

20746-48-2-0 Le Secrétaire-trésorier,
PH. HARVEY.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Howick", en date du 19 octobre 1947, dont le siège social est situé à Howick, comté de Châteauguay, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 6 novembre 1947.

20761-0 Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

2000 additional common shares of the par value of \$100, each.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of October, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Telephone Answering Service Ltd.
Votre Secrétaire Téléphoniste, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Telephone Answering Service Ltd.", incorporated by letters patent dated December 10th, 1931, into that of "Telephone Answering Service Ltd." — "Votre Secrétaire Téléphoniste, Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of October, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

3380 Ridgewood Ave. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of July, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "3380 Ridgewood Ave. Inc." ratifying its By-law No. "A" modifying its original letters patent by changing the privileges of the preferred shares of the Company and making the dividends which are preferred to the extent of $4\frac{1}{2}\%$ per annum, non-cumulative instead of cumulative.

Dated at the office of the Attorney General, this 30th day of July, 1947.

P. FRENETTE,
20759-o Assistant Deputy Attorney General.

Miscellaneous Notices

LA CORPORATION DU CANTON CHICOUTIMI
COUNTY OF CHICOUTIMI

DRAWING OF BONDS

The following bonds, series "C", issued under By-law 53, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00 — C-37, 100, 145, 190 and 248.

The said bonds shall be redeemable on the 1st January 1948, from which date they shall cease to bear interest.

20746-48-2-0 PH. HARVEY,
Secretary-treasurer.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Howick" under date the 19th day of October, 1947, whereof the head office is at Howick, county of Châteauguay, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of November, 1947.

20761 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Sainte-Élizabéth", en date du 7 juin 1947, dont le siège social est situé à Sainte-Élizabéth, comté de Roberval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 9 juillet 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20762-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Saint-Joachim de Shefford", en date du 5 novembre 1947, dont le siège social est situé à Saint-Joachim, comté de Shefford, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 22 novembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20763-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Preissac", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 novembre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Preissac, comté d'Abitibi-Est.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20764-o JEAN BRUCHÉSI.

MARBET CORPORATION

Avis est par les présentes donné que, en vertu de l'article 84 de la Loi des compagnies de Québec, le règlement suivant a été approuvé, ratifié et confirmé à l'unanimité, par les actionnaires de "Marbet Corporation".

"Qu'il soit décrété comme Règlement N° 4 de la compagnie, que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté à six (6)."

Daté à Montréal, le dix-neuf novembre 1947.

(Sceau)

20765 Le Secrétaire-trésorier,
O. F. CARTER.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif de St-Benoît de Lacorne", en date du 5 octobre 1947, dont le siège social est situé à Saint-Benoît de Lacorne, comté d'Abitibi-Est, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 13 novembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20783-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Sainte-Élizabéth", under date the seventh day of June, 1947, whereof the head office is at Sainte-Élizabéth, county of Roberval, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary this ninth day of July, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
20762 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Saint-Joachim de Shefford", under date the fifth day of November, 1947, whereof the head office is at Saint-Joachim, county of Shefford, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second day of November, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
20763 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Preissac" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on November 27, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Preissac, county of Abitibi-Est.

JEAN BRUCHÉSI,
20764 Under Secretary of the Province.

MARBET CORPORATION

Notice is hereby given that under Section 84 of the Quebec Companies Act the following by-law has been unanimously approved, ratified, and confirmed by the Shareholders of Marbet Corporation:

"Be it enacted as By-Law No. 4 of the Company that the number of Directors of the Company be increased to Six (6)."

Dated at Montreal, this nineteenth day of November, 1947.

(Seal)

20765-o O. F. CARTER,
Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif de St-Benoît de Lacorne", under date the fifth day of October, 1947, whereof the head office is at Saint-Benoît de Lacorne, county of Abitibi-Est, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of November, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
20783 Under Secretary of the Province.

ENGLISH TRANSCONTINENTAL (CANADA) LTD ENGLISH TRANSCONTINENTAL (CANADA) LTD.

Règlement "C"

By-Law "C"

Un règlement pour réduire le nombre des directeurs.

A By-law to reduce the number of Directors.

Le nombre des directeurs de la compagnie est réduit de huit à cinq.

The number of directors of the company is reduced from eight to five.

Certifiée vraie copie du règlement "C", décrété par le bureau de direction de la compagnie à son assemblée tenue le deuxième jour de septembre 1947, et dûment sanctionné et confirmé par le vote de plus des deux tiers en valeur des actionnaires de la compagnie à l'assemblée générale annuelle des actionnaires, tenue le 9 septembre 1947.

Certified a true copy of by-law "C" enacted by the Board of Directors of the company at their meeting held on the second day of September, 1947, and duly sanctioned and confirmed by the vote of more than two-thirds in value of the shareholders of the company at the annual general meeting of shareholders held September 9, 1947.

Daté à Montréal, le 21e jour de novembre 1947.

Dated at Montreal, this 21st day of November, 1947.

Le Secrétaire,
E. M. PIKE.

E. M. PIKE,
Secretary.

20782

20782-o

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "Association Professionnelle des Classificateurs de bois", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 1er décembre 1947.

The formation of an association under the name of "Association Professionnelle des Classificateurs de Bois", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on December 1, 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district de Québec.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Quebec, district of Quebec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

20791-o

20791

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de Pintendre", en date du 17 novembre 1947, dont le siège social est situé à Saint-Louis-de-Pintendre, comté de Lévis, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétaire de la Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de Pintendre", under date the seventeenth day of November, 1947, whereof the head office is at Saint-Louis-de-Pintendre, county of Lévis, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 24 novembre 1947.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fourth day of November, 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

20803-o

20803

LES ATELIERS LAROUCHE, LIMITÉE
LAROCHE ATELIER, LIMITED

LES ATELIERS LAROUCHE, LIMITÉE
LAROCHE ATELIER LIMITED

AMENDEMENT

AMENDMENT

Il est proposé par M. Barnabé Boivin, et accepté à l'unanimité l'amendement suivant de l'article 9, des règlements généraux de "Les Ateliers Larouche, Limitée" — "Larouche Atelier, Limited";

It was moved by Mr. Barnabé Boivin, and unanimously agreed to amend section 9 of the general by-laws of "Les Ateliers Larouche, Limitée" — "Larouche Atelier, Limited" as follows:

Que les affaires de la compagnie, qui étaient gérées par un bureau de direction composé de trois directeurs soient dans l'avenir, gérées par un bureau de direction composé de six directeurs.

That the affairs of the company, which were managed by a board of directors composed of three members, be, for the future, managed by a board of directors composed of six members.

Et que tout actionnaire devra être détenteur de cinq actions communes pour pouvoir être éligible directeur.

And that every shareholder must own five shares of common stock to be eligible as director.

Le Secrétaire,
HENRI VILLENEUVE.

HENRI VILLENEUVE,
Secretary.

20804-o

20804

Avis est par les présentes donné que, sur recommandation de l'Assistant-procureur général, les règlements 1, 2, 3 de "Quebec Winter Club Inc." tels qu'adoptés à l'assemblée annuelle, tenue le 30 septembre 1947, et le règlement N° 5, tel qu'adopté à l'assemblée annuelle tenue le 8 décembre 1939, ont été approuvés le 16 octobre 1947, par l'honorable Secrétaire de la Province, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec. (S.R.Q. 1941, chapitre 276) tels que modifiés par la Loi 10 George VI, chapitre 20, article 5, tels règlements devant prendre effet à compter des dates respectives de leur adoption.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 17e jour d'octobre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20766 JEAN BRUCHÉSI.

QUEBEC WINTER CLUB INC.

Règlement N° Trois (Refondu)

"Le Règlement N° trois de "Quebec Winter Club Inc." augmentant le nombre des directeurs du Club de neuf à douze, est, par les présentes révoqué; et le nombre des directeurs de "Quebec Winter Club Inc." est, par les présentes, augmenté à quatorze."

Certifiée vraie copie du Règlement N° trois (refondu) de "Quebec Winter Club Inc." tel que approuvé à l'unanimité et décrété par les membres dudit Club présents à l'assemblée annuelle tenue à Québec, le 30 septembre 1947.

Daté à Québec ce 8 octobre 1947.

Le Président,
C. DOUGLAS JOHNSTON.
Le Secrétaire (hon.)
20767 FABRE SURVEYER.

F. L. BÉIQUE INC.

Règlement N° 1

Article 4. Directeurs. Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau composé de cinq directeurs; dont trois formeront le "Quorum".

Montréal, 10 novembre 1947.

Pour extrait conforme.

20802-o Le Secrétaire,
JACQUES BÉIQUE.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-Laws Nos. 1, 2, 3 of the "Quebec Winter Club Inc.", as adopted at the annual meeting held on September 30th, 1947, and By-Law No. 5, as adopted at the annual meeting held on December 8th, 1939, were, on October 16th, 1947, approved by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the The Quebec Companies Act (R. S.Q., 1941, chapter 276), as amended by the Act 10, George VI, chapter 20, section 5, such By-Laws to become effective from the respective dates of their adoption.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of October, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
20766-o Under Secretary of the Province.

QUEBEC WINTER CLUB INC.

By-Law No. Three (Revised)

By-law No. Three of Quebec Winter Club Inc., increasing the number of Directors of the Club from Nine to Twelve, is hereby repealed; and the number of the Directors of Quebec Winter Club Inc. is hereby increased to Fourteen."

Certified a true copy of By-law No. Three (Revised) of Quebec Winter Club Inc. as unanimously approved and enacted by the Members of such Club present at the Annual Meeting held at Québec on September 30th, 1947.

Dated at Québec, this 8th day of October, 1947.

C. DOUBLAS JOHNSTON,
President.
20767-o FABRE SURVEYER,
(Hon.) Secretary.

F. L. BÉIQUE INC.

By-Law No. 1

Article 4. Directors. The affairs of the company will be managed by a Board composed of five directors, three of whom will form the quorum.

Montreal, November 10, 1947.

True Excerpt

20802 JACQUES BÉIQUE.
Secretary.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTE EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1935

Québec, le 27 novembre 1947.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "C"

CONCERNANT la prolongation de droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Industrie des Arts graphiques de Québec et du district.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Industrie des Arts graphiques de Québec et du district, autorisé par règlement approu-

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1935

Quebec, November 27, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING the extension of the right to levy of the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and District.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and District, authorized by a by-law, approved by Order

vé par l'arrêté en conseil numéro 3986 du 3 octobre 1946, soit prolongé jusqu'au 1er février 1948 aux mêmes taux et conditions.

A. MORISSET,
20788-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Nombre 1936

Québec, le 27 novembre 1947.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 3022 du 21 octobre 1943, et amendements, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Québec, soit prolongé jusqu'au 1er février 1948.

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
20789-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1936

Québec, le 27 novembre 1947
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de deux modifications au décret numéro 1658 du 19 avril 1940 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières;

ATTENDU que le dit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 25 octobre 1947;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 1658, soit modifié de la façon suivante:

"Les taux de salaires minima des deux catégories de salariés ci-après mentionnées, établis dans la cédule des salaires apparaissant dans l'article III du décret, sont remplacés par les suivants:

	Zones	
	I	II
Charpentier-menuisier, compagnon senior	\$0.90	\$0.80
Electricien, compagnon senior ..	0.90	0.80

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
20815-o Greffier du Conseil Exécutif.

in Council number 3986 of October 3, 1946, be extended until February 1, 1948, with the same rate and conditions.

A. MORISSET,
20788-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Nombre 1936

Quebec, November 27, 1947.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING an extension of the decree relating to the printing trades in the district of Quebec.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 3022 of October 21, 1943, and amendments, relating to the printing trades in the district of Quebec, be extended until February 1, 1948.

(Document "A" annexed to the Order)

A. MORISSET,
20789-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Nombre 1936

Quebec, November 27, 1947.
Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the counties of Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain and Three Rivers.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of two amendments to the decree number 1658 of April 19, 1940, and amendments, relating to the construction industry in the counties of Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain and Three Rivers;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of October 25, 1947;

WHEREAS no objection to the approval of the proposed amendments have been set forth;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1658, be amended as follows:

The minimum wages of the two categories of employees hereafter mentioned, established in the scale of wages contained in section III of the decree, are replaced by the following ones:

	Zones	
	I	II
"Carpenter-joiner — senior journeyman	\$0.90	\$0.80
Electrician — senior journeyman	0.90	0.80

(Document "C" annexed to the Order)

A. MORISSET,
20815-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1936

Québec, le 27 novembre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés municipaux de la ville de Jonquière.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés municipaux de la ville de Jonquière, rendue obligatoire par le décret numéro 98 du 16 janvier 1947, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 25 octobre 1947;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret, numéro 98, soit modifié de la façon suivante:

L'article IV est remplacé par le suivant:

"IV. *Taux de salaires*: Les taux minima de salaires établis dans la cédule suivante doivent être payés aux employés de la Corporation Municipale de la ville de Jonquière. Toutefois, les salaires actuellement payés, s'ils sont supérieurs à ceux ci-après énumérés, demeurent les salaires légaux:

Bureaux:	Par semaine
Comptable, teneur de livres.....	\$44.00
Percepteur:	
première année	40.00
deuxième année	44.00
Préposé à la lecture des compteurs:	
première année	37.00
deuxième année	40.00
troisième année	44.00
Commis, sténographe, dactylographe au Bureau du trésorier.....	35.00
Bureaux des services municipaux:	
Commis au Bureau des Services.....	45.00

Voirie:	Par semaine
Assistant-contremaître	\$45.00
	l'heure

Chauffeur de camion avec chasse-neige, grade "A"	0.80
Chauffeur de camion avec chasse-neige, grade "B"	0.75
Chauffeur de camion avec souffleur, grade "A"	0.80
Chauffeur de camion avec arrosoir, grade "A"	0.80
Chauffeur de camion de services, grade "C"	0.70
Préposé au souffleur	0.75
Préposé au malaxeur	0.75
Préposé au "Bulldozer" (pour trottoirs)	0.75
Finisseur de béton (y compris jointoyeur, maçonnerie en général).....	0.70
Charpentier-emmuisier (pour coffrage et ouvrage général).....	0.70
Journalier permanent	0.65
Journalier supplémentaire	0.55

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1936

Quebec, November 27, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the municipal employees of the town of Jonquière.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the municipal employees of the town of Jonquière, rendered obligatory by the decree number 98 of January 16, 1947, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of October 25, 1947;

WHEREAS no objection to its approval has been set forth;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 98, be amended as follows:

Section IV is replaced by the following:

"IV. *Wage rates*: The minimum wage rates established in the following schedule shall be paid to the employees of the Municipal Corporation of the Town of Jonquière. However, the wages actually paid which are higher than those hereafter enumerated shall remain the legal wages:

Offices:	Per week
Accountant, book-keeper	\$44.00
Collector:	
First year	40.00
Second year	44.00
Meter reader:	
First year	37.00
Second year	40.00
Third year	44.00
Clerk Stenographer, typist in the Treasurer's Office	35.00
Offices of the Municipal Services:	
Clerk in the Services Office	45.00

Roads:	Per hour
Assistant-foreman	45.00

Snow-plough driver, Grade "A"	0.80
Snow-plough driver, Grade "B"	0.75
Truck driver—Rotary snow-plough, Grade "A"	0.80
Watering truck driver, Grade "A"	0.80
Services truck driver, Grade "C"	0.70
Rotary-snowplough operator	0.75
Mixer operator	0.75
Bulldozer operator (for sidewalks).....	0.75
Concrete finishers: (including joint pointers, general masonry).....	0.70
Carpenter-joiner: (for frame-work and general work)	0.70
Permanent labourer	0.65
Occasional labourer	0.55

Remarque: Les conducteurs de chevaux à attelage simple ou double sont payés au même salaire que les journaliers; cependant, s'ils fournissent un cheval, ils ont droit à \$0.25 de plus par heure.

Proviso: Horse or team drivers are paid the rate of labourers. Those supplying a horse shall receive \$0.25 more per hour.

Aqueduc et égouts:

Assistant-contremaître 0.85

Par semaine

Préposé aux pompes \$37.00

l'heure

Préposé aux compresseurs \$ 0.75

Préposé aux marteaux à air 0.75

Préposé aux explosifs 0.70

Aide plombier:

Finisseur de joints de plomb 0.70

Poseur de tuyau d'égouts 0.70

Preneur de prise d'eau 0.70

Vérificateur de bornes-fontaines 0.70

Journaliers permanents 0.65

Journaliers supplémentaires 0.55

Electricité: *Par semaine*

Assistant-contremaître \$55.00

l'heure

Premier électricien \$ 0.95

Electricien 0.90

Aide-électricien 0.65

Par semaine

Préposé au réservoir (écluse) \$32.80

Préposé au dynamo 38.00

Concierge 30.00

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

20814-o Greffier du Conseil Exécutif.

Aqueduct and sewers:

Assistant-foreman 0.85

Per week

Pump operator \$37.00

Per hour

Compressor operator 0.75

Jackhammer operator 0.75

Explosive attendant 0.70

Plumbers' helper:

Lead joint finishers 0.70

Sewer pipe layer 0.70

Water connection maker 0.70

Street-fountain inspector 0.70

Permanent labourer 0.65

Occasional labourer 0.55

Electricity: *Per week*

Assistant-foreman 55.00

Per hour

Chief electrician 0.95

Electrician 0.90

Electricians' helper 0.65

Per week

Reservoir (dam) operator 32.80

Dynamo operator 38.00

Janitor 30.00

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,

20814-o Clerk of the Executive Council.

Action en séparation de biens

Action for separation as to property

Canada, province de Québec, district de Québec, cour supérieure, N° 53,341. Dame Gisèle Adams, demanderesse, vs Joseph Zaccardelli, défendeur.

Dame Gisèle Adams, domiciliée en la cité de Québec, épouse de Joseph Zaccardelli, domicilié au même endroit, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Québec, le 28 novembre, 1947.

Les Avocats de la demanderesse,

20760-o LETARTE, FERLAND & BISSON.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 53,341. Dame Gisèle Adams, plaintiff; vs Joseph Zaccardelli, defendant.

Dame Gisele Adams, domiciled in the city of Quebec, wife of Joseph Zaccardelli, domiciled in the same place, has taken an action, against her husband, for separation as to property.

Quebec, November 28, 1947.

LETARTE, FERLAND & BISSON,

20760 Attorneys for plaintiff.

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

LA TERRE DE CHEZ-NOUS INC.

LA TERRE DE CHEZ-NOUS INC.

Avis est, par les présentes, donné que "La Terre de Chez-nous Inc." a l'intention de demander la permission d'abandonner sa charte en conformité avec la loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 27 novembre 1947.

LA TERRE DE CHEZ-NOUS INC.

Les Procureurs de la compagnie,

20770-o ROUX & VERSCHULDEN.

Notice is hereby given that "La Terre de Chez-Nous Inc." intends to apply for leave to surrender its charter in accordance with the Quebec Companies' Act.

Montreal, November 27, 1947.

LA TERRE DE CHEZ-NOUS INC.,

ROUX & VERSCHULDEN,

20770-o Attorneys for the company.

L'UNION CATHOLIQUE DES CULTIVATEURS INC.

L'UNION CATHOLIQUE DES CULTIVATEURS INC.

Avis est par les présentes donné que l'Union Catholique des Cultivateurs Inc. a l'intention de demander la permission d'abandonner sa charte en conformité avec la loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 27 novembre 1947.

L'UNION CATHOLIQUE DES CULTIVATEURS INC.,

Les procureurs de la compagnie,

20771-o ROUX & VERSCHULDEN.

Notice is hereby given that "L'Union Catholique des Cultivateurs Inc." intends to apply for leave to surrender its charter in accordance with the Quebec Companies' Act.

Montreal, November 27, 1947.

L'UNION CATHOLIQUE DES CULTIVATEURS INC.,

ROUX & VERSCHULDEN,

20771-o Attorneys for the company.

BEAVER TRADING COMPANY, LIMITED

Conformément aux dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Beaver Trading Company, Limited, donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour lui demander la permission d'abandonner sa charte et d'en obtenir l'annulation à compter de la date qu'il lui plaira de fixer.

Daté à Montréal, ce 28ième jour de novembre 1947.

BEAVER TRADING COMPANY LIMITED,
Par le Secrétaire,
20768-o PIERRE DELHAES.

BEAVER TRADING COMPANY, LIMITED

Under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, Beaver Trading Company, Limited hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for leave to surrender its charter and its cancellation on and from the date to be fixed by him.

Dated at Montreal, this 28th day of November 1947.

BEAVER TRADING COMPANY LIMITED,
Per PIERRE DELHAES,
20768-o Secretary.

AVIS PUBLIC

LA COMPAGNIE D'HUILE DE SHAWINIGAN LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que, conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, "La Compagnie d'Huile de Shawinigan Limitée" s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de la Province de Québec pour lui demander la permission d'abandonner sa charte, ordonner son annulation et fixer une date à compter de laquelle la Compagnie sera dissoute.

Shawinigan Falls, ce 25 novembre 1947.
Le Président,
20769-o J. FLORENT GERMAIN.

PUBLIC NOTICE

LA COMPAGNIE D'HUILE DE SHAWINIGAN LIMITÉE

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the Quebec Companies Act "La Compagnie d'Huile de Shawinigan Limitée" will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for leave to surrender its charter, to direct its cancellation and to fix a date upon and from which the Company shall be dissolved.

Shawinigan Falls, this 25th November 1947.
J. FLORENT GERMAIN,
20769-o President.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Synray Petroleum Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 août 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté au bureau du Procureur général, ce 18 octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Sunray Petroleum Corporation", incorporated by letters patent dated the thirtieth day of August, 1938.

Notice is also hereby given that from and after the eighth day of October, 1947, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941 et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The Springpole Gold Mines, Limited" (libre de responsabilité personnelle) constituée en corporation par lettres patentes en date du six avril 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The Springpole Gold Mines, Limited" (No personal liability), incorporated by letters patent dated the sixth day of April, 1937.

Notice is also given that from and after the eighth day of October, 1947, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Toyland Inc.", constituée en corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Toyland Inc.", incorporated by letters

par lettres patentes en date du vingt-deux novembre 1941.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de la dite Loi, il a plu au procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Waistcraft Inc." constituée en corporation par lettres patentes en date du treize juillet 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Wedico Corporation of Canada, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du premier décembre 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
20772 L. DÉSILETS.

Avis est par les présentes donné que la compagnie Douville & Cyr Diamond Drilling Ltd. demandera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Québec, le 3 décembre 1947.

(Seal)

Les Procureurs de Douville & Cyr Diamond
Drilling Ltd.,
20807-o LAPOINTE, ROBERGE & FORTIER.

patent dated the twenty-second day of November, 1941.

Notice is also given that from and after the eighth day of October, 1947, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Waistcraft Inc.", incorporated by letters patent dated the thirteenth day of July, 1944.

Notice is also given that from and after the eighth day of October, 1947, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Wedico Corporation of Canada, Limited", incorporated by letters patent dated the first day of December, 1932.

Notice is also given that from and after the eighth day of October, 1947, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
20772-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that the company "Douville & Cyr Diamond Drilling Ltd." will apply to the Lieutenant-Governor in Council for leave to surrender its charter, in conformity with the provisions of the Quebec Companies Act.

Québec, December 3, 1947.

(Seal)

LAPOINTE, ROBERGE & FORTIER,
Attorneys for "Douville & Cyr Diamond
20807 Drilling Ltd.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 24 décembre 1947 et présentés avant le 4 février 1948, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 24 janvier 1948 et reçues avant le 29 janvier 1948, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 18 février 1948.

Québec, le 13 novembre 1947.

Le Greffier,
20626-46-9-o ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 24th December, 1947, and introduced before the 4th February, 1948; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 24th January, 1948, and received before the 29th January, 1948, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 18th February, 1948.

Québec, November 13th, 1947.

20626-46-9-o ANTOINE LEMIEUX,
Clerk.

Commission du Salaire Minimum

Minimum Wage Commission

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, que l'ordonnance d'amendement de la Commission du Salaire Minimum, dont le texte suit, adoptée par ladite Commission le 10 octobre 1947, à l'effet d'amender son ordonnance générale numéro 4, 1942, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1934 du 27 novembre 1947.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 4, 1942

Ordonnance d'amendement

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164 et amendement),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance d'amendement, ce qui suit:

1° Ordonnance no 4, 1942, modifiée: L'ordonnance N° 4, 1942, de la Commission du salaire minimum, étant une ordonnance générale, adoptée le 17 février 1942, et amendée le 21 mars 1942, approuvée telle qu'amendée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 2 avril 1942 par arrêté portant le numéro 805, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, le 11 avril 1942 et postérieurement modifiée, est de nouveau modifiée comme suit:

L'article 35 de la dite ordonnance, modifiée par ordonnance du 6 septembre 1942 et remplacé par ordonnance du 25 février 1947, est remplacé par les suivants:

35. *Pompiers et policiers des zones III et IV*: La semaine normale de travail des pompiers et des policiers à l'emploi des corporations municipales dans les zones III et IV, est de soixante-douze (72) heures; ces salariés ont droit chaque semaine, à un repos hebdomadaire de vingt-quatre (24) heures consécutives;

35a. *Pompiers et policiers des zones I et II*: Pour les pompiers et les policiers à l'emploi des corporations municipales dans les zones I et II, les conditions de travail ci-après doivent être observées, savoir:

a) les heures régulières de travail des dits salariés sont en moyenne de soixante-douze (72) heures par semaine et ne peuvent pour chaque période de deux semaines consécutives, excéder cent quarante-quatre (144) heures;

b) sauf en cas d'extrême urgence, les dites corporations ne peuvent faire travailler les dits salariés durant chaque telle période de deux semaines consécutives, plus de cent quarante-quatre (144) heures;

c) les dits salariés pour leur travail fait durant chaque telle période de deux semaines consécutives, en plus de cent quarante-quatre (144) heures, ont droit à un taux non inférieur à un dollar (\$1) l'heure en sus et distinctement du salaire même supérieur à celui établi par les ordonnances de la Commission, à eux payable pour leurs heures régulières de travail;

d) les dits salariés ont droit chaque semaine, à un repos hebdomadaire de vingt-quatre (24) heures consécutives.

Est expressément interdite toute convention à l'effet de priver les dits salariés des avantages résultant du présent article et d'établir des condi-

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following ordinance of amendment of the Minimum Wage Commission, adopted by the said Commission on October 10, 1947, for the purpose of amending its general ordinance number 4, 1942, has been approved by Order in Council number 1934 of November 27, 1947.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 4, 1942

Ordinance of amendment

The Minimum Wage Commission, under the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164 and amendments),

Orders and decrees by the present Ordinance of amendment, the following:

1. *Ordinance No. 4, 1942, amended*: Ordinance No. 4, 1942, of the Minimum Wage Commission, being a general ordinance, adopted on the 17th of February, 1942, and amended on the 21st of March, 1942, approved as amended by the Lieutenant-Governor in Council on the 2nd of April 1942 by Order in Council No. 805, published in the *Quebec Official Gazette* on the 11th of April 1942, and subsequently amended, is again amended as follows:

Section 35 of the said Ordinance, amended by an ordinance of September 6, 1942, and replaced by an ordinance of February 25, 1947, is replaced by the following:

"35. *Firemen and Policemen of zones III and IV*: The regular workweek of firemen and policemen working for municipal corporations of zones III and IV shall consist of seventy-two (72) hours; such employees are entitled, each week, to a weekly rest of twenty-four (24) consecutive hours' duration.

35a. *Firemen and Policemen of zones I and II*: For firemen and policemen working for municipal corporations in zones I and II, the following working conditions must be observed, to wit:

a) the regular hours of work of the said employees shall, on an average, consist of seventy-two (72) hours a week, and, for each period of two consecutive weeks, shall not exceed one hundred and forty-four (144) hours;

b) except in case of extreme emergency, the said corporations shall not have the said employees work more than one hundred and forty-four (144) hours during each such period of two consecutive weeks.

c) the said employees, for their work performed over and above one hundred and forty-four (144) hours during each such period of two consecutive weeks, are entitled to a rate of wages of not less than one dollar (\$1.00) per hour in addition to and apart from the wages payable to them for their regular hours of work, even if their regular wages are higher than those established by the ordinances of the Commission;

d) the said employees are entitled, each week, to a weekly rest of twenty-four consecutive hours' duration;

Is strictly forbidden, any agreement to the effect of depriving the said employees of the advantages resulting from the present section or

tions moins avantageuses que chacune de celles ci-haut mentionnées.)

Les articles 60, 61 et 62 ne s'appliquent pas aux dits salariés.

Toute corporation municipale doit établir un plan déterminant les périodes de deux semaines consécutives durant lesquelles les dits salariés peuvent être appelés à travailler cent quarante-quatre (144) heures.

La période de travail prévue à l'article 55 désigne une des dites périodes de deux semaines consécutives.

2° *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance d'amendement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé en la cité de Québec, ce dixième jour du mois d'octobre mil neuf cent quarante-sept.

Le Président, (Signé) F.-X. LACOURSIÈRE,
Le Vice-président, " CANDIDE ROCHEFORT,
Les Commissaires " THOS. AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT,
" H. C. LEBRUN.

(Sceau)
Copie conforme Le Secrétaire général,
20790-o J.-E. SIMARD.

to the effect of establishing working conditions less advantageous than any of those mentioned above.

Sections 60, 61 and 62 shall not apply to the said employees.

Every municipal corporation must establish a plan fixing the periods of two consecutive weeks during which the said employees may be called on to work one hundred and forty-four (144) hours.

The period of work provided for in section 55 shall designate one of the said periods of two consecutive weeks.

2. *Coming into force*: The present Ordinance of amendment shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Signed and dated in the city of Québec, this tenth day of the month of October in the year one thousand nine hundred and forty-seven.

(Signed) F. X. LACOURSIÈRE, President,
" CANDIDE ROCHEFORT, Vice-President,
" THOS. AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT,
" H. C. LEBRUN, Members.

(Seal)
True copy J. E. SIMARD,
20790-o General Secretary.

Demandes à la Législature

Avis public est donné que Lucien Larocque, commerçant, et Berthe Williams, son épouse, tous deux domiciliés en la municipalité de Drummondville-Ouest, comté de Drummond, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi aux fins de valider l'adoption des enfants Joseph-Jean-Pierre Hamel et Marie-Florence-Pierrette Hamel, de décréter que ces enfants sont et seront à l'avenir considérés comme leurs enfants adoptifs, et qu'ils seront désormais connus et désignés sous les noms de Joseph-Jean-Pierre Larocque et Marie-Pierrette Larocque.

Drummondville, ce 11 novembre 1947.
Le Procureur des pétitionnaires,
20607-46-4-o (Signé) MARCEL MARIER.

AVIS

Avis public est par les présentes donné que Roderick B. Masson, cultivateur, de la ville et du district de Terrebonne, Alphonse Milette, administrateur, et Léon Masson, courtier, tous deux de la cité et du district de Montréal, Charles de Lotbinière Harwood, gérant, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario et Jaque Masson, capitaine paie-maitre, de la cité et du district de Montréal, tous cinq agissant en leurs qualités d'exécuteurs testamentaires et fidéicommissaires de la succession de feu l'Honorable Joseph Masson, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale pour interpréter le testament dudit feu Joseph Masson et statuer que, d'après les termes d'icelui, le partage des biens composant ladite succession ne peut pas avoir lieu avant le décès de tous les bénéficiaires au deuxième degré; pour proroger, dans tous les cas, le partage de ladite succession et de chacun des lots qui la composent, et pour autres fins.

Montréal, le 26 novembre 1947.
Les Procureurs des requérants es-qualité,
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON
20748-48-4-o & BEAULIEU.

Applications to Legislature

Public notice is hereby given that Lucien Larocque, and Berthe Williams, his wife, both domiciled in the municipality of Drummondville Ouest, county of Drummond, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to validate and legalize the adoption of their children Joseph-Jean-Pierre Hamel and Marie-Florence-Pierrette Hamel, and to enact that these children are and will be in the future considered as their adoptive children, being known and designated as Joseph-Jean-Pierre Larocque and Marie-Pierrette Larocque.

Drummondville, November 11th, 1947.
(Signed) MARCEL MARIER,
20607-46-4-o Attorney for petitioners.

NOTICE

Public Notice is hereby given that Roderick B. Masson, Farmer, of the Town and District of Terrebonne, Alphonse Milette, Administrator, and Léon Masson, Broker, both of the City and District of Montreal, Charles de Lotbinière Harwood, Manager, of the City of Ottawa, Province of Ontario, and Jaque Masson, Captain Pay-Master, of the City and District of Montreal, all five acting in their quality of testamentary executors and trustees of the Estate of the late Honourable Joseph Masson, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, in order to obtain a special law for the purpose of construing the Will of the late Joseph Masson and enacting that, according to the terms thereof, the partition of the property of the said Estate cannot take place before all the beneficiaries in the second degree have died; of postponing in any case the partition of the Estate and of the various lots of said Estate and for other purposes.

Montreal, November 26th, 1947.
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON
& BEAULIEU,
20748-48-4-o Attorneys for the Petitioners,
es-quality.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que Dominion Alkali & Chemical Company Limited, corps politique dûment incorporé, ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans le Village du Lac St-Louis, District de Beauharnois, Qué., s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale ou Acte Privé aux fins suivantes:

RATIFIANT ET CONFIRMANT LES RÉSOLUTIONS SUIVANTES:

a) Résolution du Conseil Municipal de la Ville de Beauharnois, Qué., adoptée lors d'une assemblée du dit Conseil, dûment appelée et tenue le 21 avril 1947;

b) Résolution des Commissaires d'Écoles de la Commission des Écoles Municipales de la dite Ville de Beauharnois, Qué., adoptée lors d'une assemblée des dits Commissaires d'Écoles, dûment appelée et tenue le 22 avril 1947.

Les dites résolutions (a) et (b) ci-haut mentionnées, ayant pour effet de déterminer pour fins municipales et scolaires respectivement, l'évaluation des immeubles appartenant à Dominion Alkali and Chemical Company Limited, pour être utilisés à des fins industrielles, et situés dans les limites de la Ville de Beauharnois, Qué., pour une période de dix ans à compter du commencement de la production d'une usine chimique pour être érigée en tout ou en partie sur les dits immeubles, d'après la base suivante:

Pour les deux premières années...	\$20,000.00
Pour la troisième, quatrième et cinquième année	50,000.00
Pour la sixième, septième, huitième, neuvième, et dixième année	75,000.00

ET DE PLUS, POUR RATIFIER ET CONFIRMER LES RÉSOLUTIONS SUIVANTES:

c) Une résolution du Conseil Municipal de la Municipalité du Village du Lac St-Louis, district de Beauharnois, Qué., adoptée lors d'une assemblée du dit Conseil Municipal, dûment appelée et tenue le 25 avril 1947;

d) Une résolution des Commissaires d'Écoles de la Paroisse de St-Clément, district de Beauharnois, Qué., adoptée par les dits Commissaires lors d'une assemblée dûment appelée et tenue le 22 avril 1947.

Les dites résolutions (c) et (d) ci-haut mentionnées, ayant pour effet de déterminer pour fins municipales et scolaires respectivement, l'évaluation des immeubles appartenant à Dominion Alkali & Chemical Company Limited, pour être utilisés à des fins industrielles, et situés dans les limites de la Municipalité du dit Village du Lac-St-Louis, district de Beauharnois, Qué., pour une période de dix ans à compter du commencement de la production d'une usine chimique à être érigée en tout ou en partie sur les dits immeubles, d'après la base suivante:

Pour les deux premières années...	\$20,000.00
Pour la troisième, quatrième et cinquième année	50,000.00
Pour la sixième, septième, huitième, neuvième et dixième année	75,000.00

Beauharnois, P.Q., le 18 novembre 1947.

Le Procureur de Dominion Alkali & Chemical Company Limited,
PAUL S. SMITH, K.C.

20661-47-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Dominion Alkali & Chemical Company Limited, a body politic and corporate and duly incorporated, having its head office and principal place of business in the Village of Lake St. Louis, in the district of Beauharnois, will apply at the next session of the Legislature for the Province of Quebec, for the passing of a special act or private bill for the following purposes:

TO CONFIRM AND RATIFY:

a) A resolution of the Municipal Council of the Town of Beauharnois in the district of Beauharnois, P.Q. passed at a meeting of the said Council duly called and held on April 21st, 1947;

b) A resolution of the School Commissioners of the Municipal School Commission of the said Town of Beauharnois, P.Q. passed at a meeting of the said School Commissioners duly called and held on April 22nd, 1947;

The said resolutions (a) and (b) above-mentioned having for their object the fixing of the assessment value both for municipal and school purposes of the immovable property or properties of Dominion Alkali & Chemical Company Limited to be used for industrial purposes and situate within the limits of the Town of Beauharnois, P.Q. for a period of ten years following the commencement of production of a chemical plant, to be erected in whole or in part on the said property or properties, on the following basis:

For the first two years	\$20,000.00
For the third, fourth and fifth years	50,000.00
For the sixth, seventh, eighth, ninth and tenth years	75,000.00

AND FURTHER TO CONFIRM AND RATIFY:

c) A resolution of the Municipal Council of the Municipality of the Village of Lake St. Louis, district of Beauharnois, P.Q. passed at a meeting of the said Municipal Council duly called and held on April 25th, 1947;

d) A resolution of the School Commissioners of the Parish of St. Clement in the district of Beauharnois, passed by the said Commissioners at a meeting duly called and held on April 22nd, 1947.

The said resolutions (c) and (d) above-mentioned having for their object the fixing of the assessment value both for municipal and school purposes of the immovable property or properties of the Dominion Alkali & Chemical Company Limited to be used for industrial purposes and situate within the limits of the Municipality of the said Village of Lake St. Louis for a period of ten years following the commencement of production of a chemical plant to be erected in whole or in part on the said property or properties, on the following basis:

For the first two years	\$20,000.00
For the third, fourth and fifth years	50,000.00
For the sixth, seventh, eighth, ninth and tenth years	75,000.00

Beauharnois, P. Q., November 18, 1947.

PAUL S. SMITH, K.C.,
Attorney for Dominion Alkali & Chemical Company Limited.

20661-47-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par la présente donné que la Guaranty Trust Company of Canada s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa pro-

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Guaranty Trust Company of Canada will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next

chaîne Session pour obtenir la passation d'une loi ratifiant un accord en date du 6 mars 1947 entre la Guaranty Trust Company of Canada et la Capital Trust Corporation Limited par lequel la Guaranty Trust Company of Canada a acheté tout l'actif et tous les droits de la Capital Trust Corporation Limited et pour obtenir le pouvoir de faire affaires dans la Province de Québec et de continuer les devoirs et les obligations de la Capital Trust Corporation Limited.

session, for the passing of an act ratifying an agreement, bearing date the 6th of March, 1947, between the Guaranty Trust Company of Canada and the Capital Trust Corporation Limited, whereby the Guaranty Trust Company of Canada has purchased all the assets and rights of the Capital Trust Corporation Limited and to obtain permission to carry on business in the Province of Quebec and continue the duties and obligations of the Capital Trust Corporation Limited.

Québec, 22 novembre 1947.

Quebec, November 22, 1947.

Les Procureurs,
20712-48-4-0 RIVARD, BLAIS & GOBEIL

RIVARD, BLAIS & GOBEIL,
20712-48-4 Attorneys.

AVIS

La communauté "Les Sœurs de l'Espérance" donne avis qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec lors de sa prochaine session pour demander l'adoption d'un bill privé (projet de loi) dans le but de faire abroger la loi 4 Ed. VII chapitre 107, clarifier les pouvoirs de la corporation et lui en accorder de plus étendus, pour fonder, organiser et administrer des hôpitaux destinés à hospitaliser et soigner les malades et les blessés, indigents et autres; fonder, maintenir, administrer des monastères, des hôpitaux, des écoles d'infirmières et d'aides-infirmières, d'infirmiers et d'aides-infirmiers, avec toutes les œuvres et les services connexes; fonder, organiser, maintenir, administrer et développer des sanatoriums, services sociaux extérieurs, foyers pour jeunes filles, orphelinats et autres œuvres de même nature; fonder, organiser, maintenir et développer des maisons d'enseignements à tous degrés sous la direction de l'autorité compétente en la matière; exproprier des terrains et immeubles dans un rayon de cinq cents pieds; exercer tous les pouvoirs dévolus aux corporations dans la province de Québec, le tout sujet aux lois déjà existantes.

Le Procureur de la Communauté "Les
Sœurs de l'Espérance,
20713-48-4-0 F. EUGENE THERRIEN

NOTICE

The Order of "Les Sœurs de l'Espérance" gives notice that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during the next session, to have the Statute 4 Ed. VII chapter 107 abrogated and a private bill adopted and sanctioned; that the application will be presented to obtain clarified and more extensive powers, to create, organize, hospitals where the sick, indigents or others, will be taken care of and treated; to create, maintain and administer monasteries, schools for nurses and aid nurses, with all joined works and services; to create, organize, maintain and administer sanatoriums, external social services, homes for girls, orphanages; to organize, maintain and administer teaching institutions; to obtain the right to expropriate land and buildings in a radius of five hundred feet; exercise all the powers which a corporation can exercise in the province of Quebec, the whole subject to the already existing laws in this Province.

F. EUGENE THERRIEN,
Attorney for La Communauté
20713-48-4-0 "Les Sœurs de l'Espérance".

CITÉ DE HULL

Avis est par les présentes donné que la Cité de Hull s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes: pour ratifier une entente intervenue entre la Cité et la Company E. B. Eddy, déterminant l'évaluation des biens imposables de ladite Compagnie à une valeur de \$6,000,000.00, pour une période de dix années, à compter du 1 mai 1947; pour ratifier certains contrats intervenus entre la Cité et la Wartime Housing Limited; pour permettre au Conseil de la Cité d'emprunter annuellement, sans recourir au vote des propriétaires d'immeubles, une somme n'excédant pas \$50,000.00 pour défrayer les frais de construction de raccordement d'aqueduc et d'égouts aux constructions qui sont érigées chaque année.

Hull, le 21 novembre, 1947.

Le Maire,
R. BRUNET.
Le Greffier,
H.-LÉON LEBLANC.

Contresigné:

Les Procureurs de la Cité de Hull,
STE-MARIE & STE-MARIE. 20747-48-4-0

CITY OF HULL

Notice is by these presents given that the City of Hull will present a petition to the Legislator of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special law for the following objects: to confirm and ratify an agreement intervened between the City and the E. B. Eddy Company determining the assessment of the taxable property of said Company to a value of \$6,000,000.00 for a period of ten years, beginning on May 1st, 1947; to confirm and ratify different contracts intervened between the City and the Wartime Housing Limited; to authorize the Council of the City to borrow annually, without obtaining the vote of the owners of immovables an amount not exceeding \$50,000.00 to defray the cost of construction of water works and sewers lines to the buildings erected annually.

Hull, November 21, 1947.

R. BRUNET,
Mayor.
H.-LÉON LEBLANC,
City Clerk.

Countersigned:

STE-MARIE & STE-MARIE,
Attorneys for the City of Hull. 20747-48-4-0

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de Sainte-Angèle de Monnoir s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, en vue de l'adoption d'une loi abrogeant, quant à elle, certaines dispositions de la loi interdisant l'octroi de certaines subventions municipales, Chapitre 220 S.R.Q. 1941 et l'autorisant, en dérogation à la loi générale susdite, à accorder une exemption de taxes municipales et scolaires, pour une période de dix ans, à la compagnie Kenmar Textiles Ltd, sur le terrain, les bâtiments, l'outillage et la machinerie de ladite compagnie.

Sainte-Angèle de Monnoir, le 24 novembre 1947

Les Procureurs de la Corporation de Sainte-Angèle de Monnoir,
NADEAU & NADEAU.

Nadeau et Nadeau,
159 Craig, Ouest, Ch. 614,
Montréal.

20731-48-4-o

PUBLIC NOTICE

Public Notice is hereby given that the Corporation of Sainte-Angèle de Monnoir will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an Act repealing, so far as is concerned the said Corporation, certain provisions of the "Municipal Aid Prohibition Act, R.S.Q. 1941, Chapter 220, and authorizing in derogation to the said Act, the said Corporation to grant for a period of ten years an exemption from taxation for municipal or school purposes to Kenmar Textiles Ltd for the land, buildings, equipment and machinery of the said company.

Sainte-Angèle de Monnoir, the 24th day of November 1947.

NADEAU & NADEAU,
Attorneys for the Corporation of Sainte-Angèle de Monnoir.

Nadeau & Nadeau,
159 Craig Street West, Room 614,
Montréal.

20731-48-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est ici donné que Joseph McAbbee, restaurateur, de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à la prochaine session pour demander une loi spéciale, aux fins suivantes: remplacer par une créance hypothécaire de \$20,000 en faveur des appelés éventuels, la substitution créée par le testament de feu Onésime McAbbee sur l'immeuble décrit comme le N° 2 de la subdivision du lot officiel N° 7 aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, comté d'Hochelaga, dans la division d'enregistrement de Montréal et de reconnaître et affirmer, quant au reste, le droit de propriété absolu dudit Joseph McAbbee ou de ses ayants droit sur le même immeuble.

Montréal, le 24 novembre 1947.

20780-49-4-o (Signé) JOSEPH McABBEE.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Alain-François de Bellefeuille, de la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec, licencié en droit, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à admettre ledit Alain-François de Bellefeuille, à l'étude du droit.

Montréal, ce 29 novembre 1947.

Les Procureurs du Requérent,
20784-49-4-o FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Joseph McAbbee, restaurant keeper of Montreal will make application to the Quebec Legislature, during the forthcoming session thereof, for the enactment of a special law for the purpose of replacing by an hypothecary claim of \$20,000 payable to the eventual substitutes, the actual substitution created by the last will of the late Onésime McAbbee and affecting the immovable property bearing No 2 of the subdivision of lot No 7 in the Official Plan and Book of Reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis, Hochelaga county, in the registration division of Montreal; and for the further purpose of having it declared and approved that the said Joseph McAbbee is the absolute owner of the said immovable property.

Montreal, November 24th, 1947.

20780-49-4-o (Signed) JOSEPH McABBEE.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Alain-François de Bellefeuille, of the city of Montreal, district of Montreal, province of Quebec, bachelor of law, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to authorize the Bar of the province of Quebec to admit the said Alain-François de Bellefeuille to the study of law.

Montreal, November 29th, 1947.

FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX,
20784-49-4-o Attorneys for Applicant.

Avis public vous est par les présentes donné que la ville de Gatineau, dans le comté de Hull, et la Commission scolaire pour la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, s'adresseront à la Législature de la province de Québec lors de sa prochaine session pour obtenir une loi ayant pour effet de ratifier certaines résolutions de la ville de Gatineau et de la Commission scolaire pour la municipalité de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, et un certain contrat passé entre la dite ville et Commercial Alcohols Limited, fixant, pour une période de dix ans, l'évaluation pour fins municipales et scolaires des propriétés immobilières de la dite compagnie.

Le Procureur des Requérentes,
20785-49-4-o JACQUES BOUCHER.

Public notice is hereby given that the town of Gatineau, in the county of Hull, and the School Commission of the school municipality of St. Jean Vianney, in the county of Papineau, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the passing of an Act to ratify certain resolutions passed by the town of Gatineau and the school Commission of the municipality of St. Jean Vianney, in the county of Papineau, and a certain contract entered into between the said town and Commercial Alcohols Limited, fixing, for a period of ten years, the valuation of the immoveable property of the said company for municipal and school purposes.

JACQUES BOUCHER,
20785-49-4-o Attorney for Petitioners.

AVIS

Avis est donné par les présentes que la corporation "St. Andrew's Society of Montreal", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte (22 Victoria, chapitre 138) concernant l'emploi de son capital; le placement de ses fonds; ses pouvoirs; son administration; la mise à exécution de ses règlements; et pour d'autres fins.

Montréal, le 6 décembre 1947.

Les Procureurs des Requérants,
HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON,
20800-49-4 CLIFF, MEREDITH & BALLANTYNE.

NOTICE

Notice is hereby given that the "St. Andrew's Society of Montreal", will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session for the passing of an Act amending its charter (22 Victoria, chapter 138) with respect to the use of its capital; the investment of its funds; its powers, its management; its enactment of by-laws; and for other purposes;

Montreal, December 6th, 1947.

HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON,
CLIFF, MEREDITH & BALLANTYNE.
20800-49-4-o Solicitors for the Applicant.

AVIS DE BILL PRIVÉ

La Corporation Municipale du Village de Durham Sud donne avis qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir l'annexion des lots 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 850, 851 et 852 du Cadastre officiel pour le canton de Durham, comté de Drummond, lesquels lots font présentement partie du territoire de la municipalité de Durham Sud.

Durham Sud, 2 décembre 1947.

Le Procureur de la Corporation du Village
de Durham Sud,
20801-49-4-o ROGER SÉGUIN.

NOTICE OF A PRIVATE BILL

The municipal Corporation of the Village of South Durham gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session to obtain the annexion of lots 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 850, 851 et 852 of the official cadastre for the township of Durham, Drummond county, the said lots being presently a part of the territory of the municipality of South Durham.

South Durham, December 2nd 1947.

ROGER SÉGUIN,
Attorney for the Village of South
20801-49-4-o Durham.

Avis est donné que les Chevaliers de Colomb du Conseil Maisonneuve, 4041, boulevard Rosemont, Montréal, par MM. Paul Leduc et Philippe Ferland et autres, vont demander à la prochaine session de la Législature l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom des Chevaliers de Colomb du Conseil Maisonneuve (No 1787) Inc. avec siège social à l'endroit précité, avec tous les pouvoirs ordinaires des corporations civiles, entre autres celui de posséder des biens immobiliers n'excédant pas \$100,000, avec le pouvoir de succéder à tous les droits et obligations des Chevaliers de Colomb du Conseil Maisonneuve N° 1787 depuis l'année 1935.

20808-49-4-o PHILIPPE FERLAND,
10 est, St-Jacques, Montréal.

Notice is hereby given that the Knights of Columbus of the Maisonneuve Council, 4041 Rosemount Boulevard, Montreal, per Messrs. Paul Leduc and Philippe Ferland and others, desire to apply to the next session of the Legislature for the passing of an Act incorporating them as a corporation under the name of "Chevaliers de Colomb du Conseil Maisonneuve (No. 1787 Inc.", with head office at the above mentioned place, with all the usual powers of a civil corporation, amongst others that of owning immovable properties not exceeding \$100,000, with power to succeed to all the rights and obligations of the Knights of Columbus Maisonneuve Council No. 1787 since the year 1935.

20808-49-4 PHILIPPE FERLAND,
10 St. James Street East, Montreal

Avis public est par les présentes donné que la cité des Trois-Rivières s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour les fins suivantes:

1° Amendement à la charte relativement à l'inclusion des lois, règlements, ordonnances et arrêtés en Conseil provinciaux et fédéraux, par simple référence dans une procédure du Conseil, le cas échéant;

2° Remplacement du paragraphe 3 de l'article 55 de la charte, relatif aux octrois municipaux;

3° Amendement au statut 19 George V, chapitre 123, relatif à certains immeubles de la Fraternité du Tiers-Ordre de St. François d'Assise, pour le rendre plus clair en ce qui a trait au paiement des taxes municipales;

4° Amendement à l'article 26 du statut 3 George VI, chapitre 107, relatif à certains immeubles de la Fabrique de la paroisse Notre-Dame, pour le rendre plus clair en ce qui a trait au paiement des taxes municipales;

5° Ratification de la vente de la bâtisse industrielle à Lampron Shirt Limited en date du 16

Public notice is hereby given that the city of Trois-Rivières will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the following purposes:

1. Amendment of the charter respecting the inclusion of the laws, regulations, ordinance and orders in council, both provincial and federal, by simple reference in a procedure of the Council, as the case may be;

2. Replacement of paragraph 3 of section 55 of the charter, respecting municipal grants;

3. Amendment of the Statute 19 George V, chapter 123, respecting certain immovables of the Fraternity of the Third Order of St-François d'Assise, in order to give a clearer meaning to that which deals with the payment of municipal taxes;

4. Amendment of section 26 of the Statute 3 George VI, chapter 107, respecting certain immovables of the Fabrique of the parish of Notre-Dame, in order to give a clearer meaning to that which deals with the payment of municipal taxes;

5. Ratification of the sale of the industrial building to the Lampron Shirt Limited under

mai 1947, devant J. C. Sawyer, N. P., et autorisation à disposer du produit de la vente;

6° Ratification de résolutions ou décisions du Conseil accordant une pension de retraite à M^{rs}. Louis Dubois, Désiré Pellerin, Alfred Doucet, J. O. Rivard, Ovila St-Louis, Aimé Lacerte et autres, employés municipaux.

Trois-Rivières, le 3 décembre 1947.

Le Procureur de la Cité des Trois-Rivières,
LÉON LAMOTHE.

20809-49-4

date the 16th day of May, 1947, before J. C. Sawyer, N. P., and authorization to dispose of the proceeds of the sale;

6. Ratification of resolutions or decisions of the Council granting a retirement pension to Messrs. Louis Dubois, Désiré Pellerin, Alfred Doucet, J. O. Rivard, Ovila St-Louis, Aimé Lacerte and other municipal employees.

Trois-Rivières, December 3, 1947.

LÉON LAMOTHE,
Attorney for the City of Trois-Rivières.

20809-49-4

Département de l'Instruction publique

N° 966-47.

Québec, le 17 novembre, 1947.

Attendu que les syndics des écoles dissidentes de la municipalité scolaire de Amos, dans le comté d'Abitibi-Est, ont laissé passer une année sans avoir d'école dans ladite municipalité, que les dissidents sont maintenant en trop petit nombre pour maintenir une école conformément à la loi, je donne avis qu'après trois publications consécutives dans la *Gazette Officielle de Québec*, je recommanderai à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil que la corporation des syndics desdites écoles dissidentes pour ladite municipalité soit déclarée dissoute dans le délai indiqué par l'article 110 des statuts refondus de la Province de Québec, 1941, chapitre 59.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20659-47-3-o J.-P. LABARRE.

N° 265-47.

Québec, le 22 novembre, 1947.

Demande est faite, de détacher les lots 54 à 62 inclusivement du rang 9 du canton de Villemoncel, de la municipalité scolaire de Sainte-Georgette de Pontiac, dans le comté d'Abitibi-Est, pour les annexer à celle de St-Viateur de la Ferme, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20714-48-2-o J.-P. LABARRE.

342-46.

Québec, 1er décembre, 1947.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 27 novembre 1947, de changer le nom de la municipalité scolaire catholique de Notre-Dame de Portneuf, en celui de "La Municipalité Scolaire Catholique de Portneuf-Station".

Cet arrêté ministériel prendra effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
J. P. LABARRE.

591-47

Québec, 1er décembre, 1947.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 27 novembre 1947, de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-André, dans le comté d'Argenteuil, les lots 762 et 763 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-André, et de les annexer à celle du village de Saint-André, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1948.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20787-o J. P. LABARRE.

Department of Education

No. 966-47.

Quebec, November 17, 1947.

Whereas the Trustees of the dissentient schools of the School Municipality of Amos, in the county of Abitibi-East, have been one year without a school in the said municipality, that the dissentients are now too few in number to maintain a school in conformity with the law, I give notice that after three consecutive publications in the *Quebec Official Gazette*, I shall recommend to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, that the corporation of trustees of the said dissentient schools for the said municipality be abolished within the delay indicated by section 110 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, chapter 59.

J.-P. LABARRE,
20659-47-3 Superintendent of Education.

No. 265-47

Quebec, November, 22, 1947.

Application is made to detach lots 54 to 62 inclusively of range 9 of the township Villemoncel, from the school municipality of Sainte-Georgette de Pontiac, in the county of Abitibi-East, and to annex them to that of St-Viateur de la Ferme, same county.

J. P. LABARRE,
20714-48-2 / Superintendent of Education.

No. 342-46

Quebec, December 1, 1947.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated November 27, 1947, to change the name of the Catholic School Municipality of Notre-Dame de Portneuf, into that of "The Catholic School Municipality of Portneuf Station".

The said order in council to take effect eight days after publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

No. 591-47

Quebec, December 1, 1947.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated November 27, 1947, to detach from the school municipality of the parish of Saint-André, in the county of Argenteuil, lots 762 and 763 of the official cadastre for the parish of Saint-André and to annex the same to that of the village of Saint-André, in the same county.

This Order in Council shall take effect on the first of July 1948.

J. P. LABARRE,
20787 Superintendent of Education.

Les Commissions scolaires protestantes qui suivent ont demandé par requête l'érection d'une Commission scolaire centrale, conformément à la Loi 8, Geo. VI, chapitre 15, division I, articles 1 et 3: Ste-Anne de Bellevue, Ste-Anne du Bout de l'Ile, Senneville, Dorion & Isle Cadieux. Ce sont toutes les Commissions scolaires protestantes dans le territoire concerné.

A une assemblée du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, tenue le vendredi 28 novembre 1947, il fut résolu, conformément à la Loi 8, Geo. VI, chapitre 15, division I, article 2, que le nom de la commission sera: "Commission scolaire centrale protestante Macdonald".

Les commissions scolaires locales comprises dans ce territoire seront les quatre ci-dessus nommées. Le mode de nomination de ses membres sera comme suit:

Un membre sera nommé par résolution de la Commission des syndics d'écoles protestantes de Ste-Anne de Bellevue.

Un membre sera nommé par résolution de la Commission des syndics d'écoles protestantes de Senneville.

Un membre sera nommé par résolution de la Commission des syndics d'écoles protestantes de Ste-Anne du Bout de l'Ile.

Un membre sera nommé par résolution de la Commission des commissaires d'écoles protestantes de Dorion et Isle Cadieux.

Un membre sera nommé par les délégués des Commissions des syndics d'écoles protestantes de Ste-Anne du Bout de l'Ile et Senneville.

Québec, le 1er décembre 1947.

20786 W. P. PERCIVAL,
Pour le Surintendant.

N° 1169-47

Québec, le 2 décembre, 1947.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Eaton, dans le comté de Compton, le territoire suivant et de l'annexer, pour les contribuables protestants seulement, à la municipalité scolaire de Sawyerville, même comté, savoir:

Dans le canton Eaton, les lots 1, 2, 3 du rang V; 1, 2, 3, 4, 5, du rang VI; les lots 1 et 2, la demie sud des lots 3 et 4 et le lot 5 du rang VII.

Dans le canton de Newport, les lots 1, 2, 3, du rang VI; le lot 1, les quatre-vingt acres nord du lot 2, et la demie nord des lots 3 et 4 du rang VII.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20797-49-2-o J. P. LABARRE.

N° 1153-47

Québec, le 2 décembre, 1947.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Jean de Cherbourg, dans le comté de Matane, les lots 36 à 40 inclusivement, du rang 6 du canton de Cherbourg, et les lots 37 à 40 inclusivement du rang 7, du même canton, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Thomas de Cherbourg.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20798-49-2-o J. P. LABARRE.

The following protestant school boards have petitioned for the erection of a central school board in accordance with the Act 8, Geo. VI, chapter 15, division I, sections 1 and 3: Ste. Anne de Bellevue, Ste. Anne du Bout de l'Ile, Senneville, Dorion & Isle Cadieux. These are all the Protestant school boards in the territory concerned.

At a meeting of the Protestant Committee of the Council of Education held on Friday, November 28th, 1947, it was resolved, in accordance with the Act 8, Geo. VI, Chapter 15, division I, section 2, that the name of the board shall be Macdonald Protestant Central School Board.

The local boards comprised in this territory shall be the four named above. The manner of appointing its members shall be as follows:

One member shall be appointed by resolution of the Protestant Board of School Trustees of Ste. Anne de Bellevue.

One member shall be appointed by resolution of the Protestant Board of School Trustees of Senneville.

One member shall be appointed by resolution of the Protestant Board of School Trustees of Ste. Anne du Bout de l'Ile.

One member shall be appointed by resolution of the Protestant Board of School Commissioners of Dorion & Isle Cadieux.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of School Trustees of Ste. Anne du Bout de l'Ile and Senneville.

Québec, December 1, 1947.

20786-o W. P. PERCIVAL,
For Superintendent.

No. 1169-47

Quebec, December 2, 1947.

Application is made to detach from the school municipality of Eaton, in the county of Compton, the following territory, and to annex the same, for Protestant tax-payers only, to the school municipality of Sawyerville, same county, to wit:

In the township Eaton, lots 1, 2, 3 of range V, 1, 2, 3, 4, 5, of range VI; lots 1 and 2, the south half of lots 3 and 4 and lot 5 of range 7.

In the township Newport, lots 1, 2, 3, of range VI; lot 1, the north eighty acres of lot 2 and the north half of lots 3 and 4 of range VII.

J. P. LABARRE,
20797-49-2 Superintendent of Education.

No. 1153-47

Quebec, December 2, 1947.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Jean de Cherbourg, in the county of Matane, lots 36 to 40 inclusively of range 6, of the township of Cherbourg, and lots 37 to 40 of range 7, same township, and to annex the same to the school municipality of Saint-Thomas de Cherbourg.

J. P. LABARRE,
20798-49-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Colomb-de-Sillery, division d'enregistrement de Québec.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. Colomb-de-Sillery, Registration Division of Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 106-342-A, et 106-343-A sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 novembre 1947.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

20773-o

Notice is hereby given that lots 106-342-A and 106-343-A are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, November the 18th, 1947.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Service,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

20773-o

AVIS

Cadastre officiel du canton de Grantham division d'enregistrement de Drummond.

Avis est par la présente donné que les lots 162-B-77, 162-B-78 et les lots 162-B-142, 162-B-143 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 30 août 1947.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

20805-o

NOTICE

Official cadastre of the Township of Grantham registration division of Drummond.

Notice is hereby given that lots 162-B-77, 162-B-78 and lots 162-B-142, 162-B-143 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August the 30th, 1947.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

20805-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements) que le Comité conjoint des barbiers coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 3751 du 17 décembre 1943, et amendements, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans les comtés de Joliette, Montcalm, l'Assomption et Berthier, on demande:

1. Que l'article IV-A suivant soit ajouté:

"IV-A. *Vacances payées*: Les salariés jouiront d'une semaine de vacances payée suivant les termes de l'ordonnance no. 5 de la Commission du Salaire minimum de Québec."

2. Qu'à l'article VI, les prix pour les services ci-après mentionnés soient remplacés par les suivants:

"Ondulation permanente "Pads chimiques" à l'eau.....	\$4.50
Ondulation permanente "Pads chimiques" à l'huile.....	6.00
Ondulation permanente à l'électricité....	3.50
Ondulation à l'eau.....	0.75"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 décembre 1947.

20816-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts révisés de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Barbers and Hairdressers of the counties of Joliette, Berthier, l'Assomption, and Montcalm has submitted to him a request to amend, in the following manner, the decree number 3751, of December 17, 1943, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the counties of Joliette, Montcalm, l'Assomption and Berthier, it is requested:

1. That the following section IV-A be added: "IV-A. *Vacation with pay*: The employees shall benefit by a week of vacation with pay pursuant to the provisions of Ordinance No. 5 of the Minimum Wage Commission of Quebec."

2. That, in section VI, the prices for the services hereunder mentioned be replaced by the following ones:

"Permanent wave "chemical pads" — water.....	\$4.50
Permanent wave "chemical pads"—oil....	6.00
Permanent wave—electricity.....	3.50
Water wave.....	0.75

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 6, 1947.

20816-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Com-

Comité paritaire de l'Industrie de la Construction pour les comtés de Roberval, Lac St-Jean, Chicoutimi et Charlevoix-Saguenay lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1743 du 11 juillet 1941 et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Chicoutimi, Charlevoix, Lac St-Jean, Roberval, Saguenay, Abitibi-Est, Abitibi-Ouest et Rouyn-Noranda.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la suite de la catégorie "plombier et poseur d'appareils de chauffage", dans la cédule des salaires apparaissant à l'article V:

	Zones		
	I	II	III
"compagnon junior — (1 an)....."	\$0.75	\$0.70	\$0.60"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,

Ministère du Travail,

Québec, le 6 décembre 1947

20817-o

mittee of the Construction Industry for the counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi, and Charlevoix-Saguenay has submitted to him a request to amend the decree number 1743 of July 11, 1941, and amendments, relating to the building trades in the counties of Chicoutimi, Charlevoix, Lake St. John, Roberval, Saguenay, Abitibi-East, Abitibi-West and Rouyn-Noranda.

The following provisions are added after the category of "plumber and steamfitter", in the scale of wages contained in section V:

	Zones		
	I	II	III
"junior journeyman — (1 year)....."	\$0.75	\$0.070	\$0.60"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*; the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, December 6, 1947.

20817-o

AVIS DE MODIFICATION

L'Honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présentée par le Comité paritaire des barbiers-coiffeurs du comté de Missisquoi, à l'effet de modifier le décret numéro 2686 du 9 octobre 1941 et amendements, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans les villes de Farnham, Cowansville, Bedford, le village de Sweetsburg et un rayon d'un (1) mille de leurs limites. Il est demandé:

1° Que l'alinéa suivant soit ajouté dans le paragraphe "b" de l'article III, relativement à la durée du travail: "Toutefois, dans la ville de Cowansville, la durée du travail sera de 8.00 a.m. à 6.00 p.m. le mercredi."

2° Que l'article V-A suivant soit ajouté:

"V-A: *Congé annuel payé*: Tout salarié régulier assujéti au décret a droit à un congé annuel payé, selon les dispositions de l'ordonnance numéro 3 révisée de la Commission du Salaire Minimum"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,

Ministère du Travail,

Québec, le 6 décembre 1947.

20818-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation de la modification suivante au décret numéro 1090 du 7 mars 1940 et amendements, relatif au commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans la cité de Québec.

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that a request has been submitted to him by the Parity Committee of Barbers and Hairdressers of Missisquoi County for the purpose of amending the decree number 2686 of October 9, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the towns of Farnham, Cowansville, Bedford, the village of Sweetsburg and a radius of one (1) mile from their limits. It is requested:

1. That the following paragraph be added in subsection "b" of section III respecting the duration of work: "However, in the town of Cowansville, the duration of work shall be from 8.00 a.m. to 6.00 p.m. on Wednesday."

2. That the following section V-A be added:

"V-A: *Yearly vacation with pay*: Every regular employee governed by the decree is entitled to annual vacation with pay, pursuant to the provisions of Ordinance number 3, revised, of the Minimum Wage Commission."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, December 6, 1947.

20818-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree number 1090 of March 7, 1940, and amendments, relating to the hardware and paint trade in the city of Québec.

Le quatrième amendement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1310 du 12 août 1947 (section "B"), ayant modifié ledit décret, relativement à certaines dispositions du paragraphe "e" de l'article III sera annulé et abrogé.

Durant les trente jours à compter de la date de la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 décembre 1947.

20819-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts re-fondus de Québec 1941, chapitre 163 et amende-ments), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modi-fications suivantes au décret numéro 148 du 22 janvier 1947, relatif aux employés de garage dans l'Île de Montréal, l'Île Jésus et un rayon de dix (10) milles de leurs limites.

Le nouvel article XX-A suivant sera ajouté:

"XX-A. Conditions particulières applicables aux propriétaires d'établissements industriels ou commerciaux ayant un ou des garages:

Le ou les propriétaires d'établissements indus-triels ou commerciaux visés par le deuxième alinéa du paragraphe "a" de l'article II et ne bénéficiant pas de la clause d'exemption stipulée dans le même paragraphe, sont assujettis aux conditions particulières suivantes:

1. L'échelle des salaires déterminée à l'article III pour les compagnons et les apprentis de toutes catégories, doit être observée.

2. La semaine régulière de travail sera de qua-rante-huit (48) heures pour les compagnons et apprentis de toutes catégories; leur journée de travail sera de huit (8) heures consécutives, sous réserve de l'heure du repas, mais elle sera dis-tribuée à la convenance de l'employeur.

Toutefois, une prime de 15% sera ajoutée au salaire des compagnons et apprentis de toutes catégories pour les heures régulières de travail exécutées après 8.00 p.m.

3. Le taux de salaire et demi devra être payé aux salariés pour le travail supplémentaire exécuté en plus de huit (8) heures de travail dans une même journée de même que pour le travail né-cessaire exécuté le dimanche et les fêtes chômées par l'établissement.

4. Les salariés bénéficieront d'au moins trois fêtes civiles ou religieuses chômées et payées. Les établissements accordant déjà à leurs salariés un traitement plus favorable à ce titre, devront le maintenir.

5. Les articles IX, X, XI, XII, XIV, XV et XVII gardent leur plein effet de même que les autres articles du présent décret qui ne sont pas incompatibles avec le présent article.

6. Les établissements dont les garages exécutent du travail pour la clientèle commerciale ordinaire ne bénéficient pas des présentes condi-tions particulières et demeurent assujettis à toutes les autres dispositions du présent décret."

Durant les trente jours à compter de la date de la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite proposition.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 décembre 1947.

20820-0

The fourth amendment approved by Order in Council number 1310 of August 12, 1947 (part "B"), which amended the said decree, respecting provisions of subsection "e" of section III will be annulled and repealed.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 6, 1947.

20819-0

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 148 of January 22, 1947, relating to the garage employees in the Island of Montreal, Jesus Island and a radius of ten (10) miles from their limits.

The following new section XX-A will be added:

"XX-A. Particular provisions respecting owners of industrial or commercial establishments having one or more garages:

The owner or owners of industrial or commercial establishments referred to in the second paragraph of subsection "a" of section II who do not benefit by the exemption clause stipulated in the same subsection, are subject to the following particular conditions:

1. The scale of wages determined in section III for journeymen and apprentices of all categories shall be observed.

2. The standard work week shall be one of forty-eight (48) hours for journeymen and apprentices of all categories; their work day shall be one of eight (8) consecutive hours, excepting the meal hour, but it will be divided to meet the employer's convenience.

However, a premium of 15% shall be added to the wages of journeymen and apprentices of all categories for the regular hours worked after 8.00 p.m.

3. Time and one half shall be paid to the employees for overtime worked in excess of eight (8) hours in a same day and for necessary work performed on Sunday and days kept as holidays by the establishment.

4. Employees shall benefit by at least three legal or religious days kept as holidays with pay. The establishments whose employees already benefit by a more favorable treatment in this instance shall uphold it.

5. Sections IX, X, XI, XII, XIV, XV and XVII maintain their full effect as well as the other sections of the present decree which are not incompatible with the present section.

6. The establishments whose garages perform work for the ordinary commercial clientele do not benefit by the present particular conditions and remain governed by all the other provisions of the present decree."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 6, 1947.

20820-0

Département du Trésor Assurances

Avis est donné par les présentes que Northwestern Mutual Fire Association, de Seattle, Washington, a réassuré tous ses contrats effectués dans la province avec The Economical Mutual Fire Insurance Company, de Kitchener, Ontario, par un contrat de réassurance en date du 15 août 1947 pour avoir effet le 31 octobre 1947. Toutefois, le permis et le certificat d'enregistrement de Northwestern Mutual Fire Association demeurent en vigueur pour des fins spécifiques.

Donné le 27 novembre 1947, au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Pour le Trésorier de la Province,

GEORGES LAFRANCE,

20774-o Surintendant des Assurances.

Treasury Department Insurance

Notice is hereby given that Northwestern Mutual Fire Association, of Seattle, Washington, has reinsured all its contracts effected in the Province with The Economical Mutual Fire Insurance Company, of Kitchener, Ontario, by a reinsurance agreement made the 15th day of August, 1947 to be effective as of October 31, 1947. However, the license and the certificate of registry of Northwestern Mutual Fire Association are maintained in force for specific purposes.

Given the 27th of November 1947, at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,

GEORGES LAFRANCE,

20774-o Superintendent of Insurance.

Greffes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par Me Roch-Albert Bergeron, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur des minutes, répertoire et index de Me Joseph Emery Coderre, notaire décédé, qui pratiquait à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, 27 novembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,

JEAN BRUCHÉSI,

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par Me Jean-Paul Chevalier, notaire, demeurant et pratiquant à Louiseville, district judiciaire de Trois-Rivières, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me J. A. Ferron, notaire décédé, qui pratiquait à Louiseville, district judiciaire de Trois-Rivières.

Québec, 27 novembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,

JEAN BRUCHÉSI,

20775-o

Notarial Records

Notice is hereby given pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me Roch-Albert Bergeron, notary, residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Joseph Emery Coderre, deceased notary, who practised at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, November 27, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me Jean-Paul Chevalier, notary, residing and practising at Louiseville, judicial district of Trois-Rivières, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me J. A. Ferron, deceased notary, who practised at Louiseville, judicial district of Trois-Rivières.

Quebec, November 27, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

20775

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, par arrêté ministériel en date du 27 novembre 1947, d'accorder à Me Georges Lemaire, notaire, demeurant et pratiquant à St-David d'Yamaska, district judiciaire de Richelieu, la transmission des minutes, répertoire et index de Me L. D. Théod. Vanasse, notaire décédé, qui pratiquait à St-Guillaume d'Upton, district judiciaire de Richelieu.

Québec, 1er décembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,

JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par Me Hector MacKay, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des mi-

Notice is hereby given pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated November 27, 1947, to grant to Me Georges Lemaire, notary, residing and practising at St-David d'Yamaska, judicial district of Richelieu, the transfer of the minutes, repertory and index of Me L. D. Théod. Vanasse, deceased notary, who practised at St-Guillaume d'Upton, judicial district of Richelieu.

Quebec, December 1, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me Hector MacKay, notary, residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, reper-

notes, répertoire et index de Me François Samuel MacKay, notaire décédé, qui pratiquait à Montréal, district judiciaire de Montréal, et du greffe de Me Francis MacKay, notaire décédé, dont Me François Samuel MacKay était le cessionnaire.

Québec, 1er décembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par Me Laurent Trudel, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Joseph Stanislas Racine, notaire décédé, qui pratiquait à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, 1er décembre 1947.

20781-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

tory and index of Me François Samuel MacKay, deceased notary, who practised at Montreal, judicial district of Montreal, and of the records of Me Francis MacKay, deceased notary, whereof Me François Samuel MacKay was assignee.

Quebec, December 1, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me Laurent Trudel, notary, residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Joseph Stanislas Racine, deceased notary, who practised at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, December 1, 1947.

20781 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent, savoir:

Québec, 23 octobre 1947.

M. Paul-A. Beaulieu, membre du Barreau de la Province et conseiller juridique à l'ambassade du Canada à Paris: Conseil en loi du Roi.

Québec, 5 novembre 1947.

M. Georges Sylvestre, de Joliette, membre du Barreau de la Province: Conseil en loi du Roi.

Québec, 12 novembre 1947.

MM. Jacques Fournier et J. St-Georges Morisset, de Montréal, tous deux membres du Barreau de la Province: Conseils en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 5 novembre 1947.

MM. L.-J. Dugal et Paul-Yvan Marquis, notaires, tous deux de Rivière-du-Loup: nommés pour agir conjointement et à compter du 15 novembre 1947, sous le nom de Dugal et Marquis, en qualité de protonotaire de la Cour supérieure, greffier de la Cour de circuit, greffier de la Cour de magistrat, greffier de la Couronne et greffier de la paix du district judiciaire de Kamouraska.

20811-o

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the persons whose names follow, to wit:

Quebec, October 23, 1947.

Mr. Paul A. Beaulieu, member of the Bar of the Province and legal adviser for the Canadian Embassy at Paris: King's Counsel.

Quebec, November 5, 1947.

Mr. Georges Sylvestre, of Joliette, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

Quebec, November 12, 1947.

Messrs. Jacques Fournier and J. St-Georges Morisset, of Montreal, both members of the Bar of the Province: King's Counsel.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, November 5, 1947.

Messrs. L. J. Dugal and Paul Yvan Marquis, notaries, both of Rivière-du-Loup: appointed to act jointly, as from the 15th of November, 1947, under the name of "Dugal et Marquis", as prothonotary of the Superior Court, Clerk of the Circuit Court, Clerk of the Magistrate's Court, Clerk of the Crown and Clerk of the Peace for the judicial district of Kamouraska.

20811

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

EUG. Fiset

[L.S.]
GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

EUG. Fiset

[L.S.]
GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le QUATORZE JANVIER prochain, et en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, chevalier, commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre Hôtel du gouvernement, à Québec, ce TREIZIÈME jour de NOVEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent quarante-sept et de Notre règne le onzième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie à

Québec,

20627-46-9-o

ANTOINE LEMIEUX.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec:

GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislative of the Province of Quebec for the dispatch of business. We hereby convene you for the FOURTEENTH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Knight, Commander of Our most distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this THIRTEENTH day of the month of NOVEMBER in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-seven and in the eleventh year of Our Reign.

By command,

ANTOINE LEMIEUX,

Clerk of the Crown in Chancery,

at Québec.

20627-46-9-o

Sièges sociaux

CORPORATION MINÈRE MARCO MINING
CORPORATION LIMITED

(Libre de responsabilité personnelle)
(No personal liability)

Avis est donné que la compagnie "Corporation Minière Marco Mining Corporation Limited" (Libre de responsabilité personnelle) (No personal liability), constituée en corporation par Lettres Patentes, en date du 6 novembre 1947, et ayant le principal siège de ses affaires à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau au numéro 5225, rue DeGaspé, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 12 novembre 1947.

La Secrétaire-trésorier,

MARTINE RANGER.

20776-o

WELLS & FILS, LIMITÉE
WELLS & SONS, LIMITED

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Wells & Fils, Limitée — Wells & Sons, Limited", corporation constituée par lettres patentes de la province de Québec en date du vingt-huit avril mil neuf cent quarante-sept, ayant le siège de ses affaires à Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi, a établi son bureau ou domicile légal au No 52, avenue Ste-Anne, à Chicoutimi.

Chicoutimi, le 28 novembre 1947.

Le Secrétaire,
RAY. BELLEAU.

20779-o

Head Offices

CORPORATION MINÈRE MARCO MINING
CORPORATION LIMITED

(Libre de responsabilité personnelle)
(No personal liability)

Notice is hereby given that "Corporation Minière Marco Mining Corporation Limited" (Libre de responsabilité personnelle) (No personal liability), company incorporated by Letters Patent, on the 6th day of November 1947, and, having its chief place of business in Montreal Province of Quebec, has established its office at 5225, DeGaspé Street, Montreal.

From and after the day of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head-office of the company.

Montreal, November 12th., 1947.

MARTINE RANGER,

Secretary-Treasurer.

20776-o

WELLS & FILS, LIMITÉE
WELLS & SONS, LIMITED

Notice is hereby given that the company "Wells & Fils, Limitée — Wells & Sons, Limited", incorporated by letters patent of the province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, one thousand nine hundred and forty-seven, having its head office at Chicoutimi, in the district of Chicoutimi, has established its office or legal domicile at No. 52 avenue Ste-Anne, Chicoutimi.

Chicoutimi, November 28, 1947.

RAY. BELLEAU,

Secretary.

20779

RICHELIEU DEVELOPMENT COMPANY LTD

Avis est donné par les présentes que la compagnie "Richelieu Development Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 15 mai 1928, et ayant son siège social en la cité de Montréal, où son bureau était situé à Chambre 735, Edifice Dominion Square, 1010 rue Ste-Catherine ouest, a transféré ce bureau à Chambre 811, Edifice Confédération, 1253 avenue McGill College.

A compter de la date du présent avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 17 novembre 1947.

20778 Le Secrétaire-trésorier,
W. BRAY.

Province de Québec — District de Montréal

AVIS

Avis est, par les présentes donné, que la compagnie "Holland America Line (Canada) Limited" constituée en corporation par lettres patentes de la Province, en date du 3 avril 1939, et ayant son siège social en la cité et district de Montréal, à 437 rue St-Jacques, Edifice "Bank of Nova Scotia", a transféré son bureau principal à l'hôtel "Laurentian", situé au coin des rues Windsor et Dorchester ouest, et à compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 25 novembre 1947.

20806 Le Secrétaire-trésorier,
W. A. FOURNIER.

Province de Québec — District d'Abitibi

L'ASSOCIATION SPORTIVE D'AMOS INC.

Avis est donné que la compagnie L'Association Sportive d'Amos Inc., constituée en corporation, en vertu de lettres patentes émises, en conformité avec la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 22 août 1947, et ayant son bureau principal dans la Ville d'Amos, a établi son bureau au N° 13 de la Première Avenue Est, de la Ville d'Amos.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Amos, Qué., ce 28ième jour du mois de novembre 1947.

20810-o Le Président,
C. A. DROUIN,
Le Secrétaire,
ZENON BACON.

PARADIS VINCENT LIMITÉE

Avis re: Bureau-chef

Paradis Vincent Limitée constituée par lettres patentes en date du 23 juin 1947 suivant la Loi des compagnies de Québec a établi son siège social au N° 1450 rue Beaudry, à Montréal.

A compter de la date du présent avis l'endroit ci-dessus sera considéré à toutes fins que de droit comme étant le siège social de la compagnie.

Montréal, 20 octobre 1947.
(Seau)

20777-o Le Secrétaire,
EUGENE SIMARD.

RICHELIEU DEVELOPMENT COMPANY LIMITED

Notice is hereby given that "Richelieu Development Company Limited", incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies Act on the 15th May, 1928, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated at room 735, Dominion Square Building, 1010 St. Catherine Street, West, has moved it to room 811, Confederation Building, 1253 McGill College Avenue.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 17th day of November, 1947.

20778-o W. BRAY,
Secretary-Treasurer.

Province of Quebec — District of Montreal

NOTICE

Notice is hereby given that the Holland America Line (Canada) Limited incorporated by Provincial Letters Patent on the 3rd day of April 1939, and having its head office in the city and district of Montreal, at 437 St James Street Bank of Nova Scotia Building, has moved its head office to the Laurentian Hotel, situated at the corner of Windsor and Dorchester Streets West and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal this 25th day of November 1947.

20806-o W. A. FOURNIER,
Secretary-Treasurer.

Province of Quebec — District of Abitibi

L'ASSOCIATION SPORTIVE D'AMOS INC.

Notice is given that the company "L'Association Sportive d'Amos Inc.", incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies Act, bearing date the 22nd of August 1947, and having its head-office in the town of Amos, has established its office at No. 13 First Avenue, East, of the town of Amos.

From and after the date of the present notice the said office will be considered by the company as being its head office.

Dated at Amos, Que., this 28th day of the month of November 1947.

20810 C. A. DROUIN,
President.
ZENON BACON,
Secretary.

PARADIS VINCENT LIMITÉE

Notice re: Head office

"Paradis Vincent Limitée" incorporated by letters patent dated June 23, 1947, under the Quebec Companies Act, has established its head office at No. 1450 Beaudry Street, Montreal.

From and after the date of the present notice, the above address will be considered, to all intends and purposes, as being the head office of the company.

Montreal, October 20, 1947.
(Seal)

20777 EUGENE SIMARD,
Secretary.

AVIS

Le siège principal des affaires de la compagnie "Aéro Mécanique Ltée", est établi à Québec, au numéro 45 de la rue des Commissaires, Québec, le 24 novembre 1947.

20792-o Le Président,
ANTONIO LANGLAIS.

NOTICE

The principal place of business of the company "Aero Mechanic Ltd." is established in the city of Quebec at 45 des Commissaires street, Quebec, November the 24th, 1947.

20792-o ANTONIO LANGLAIS,
President.

Soumissions

Province de Québec

VILLE DE COATICOOK

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et marquées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'au 11 décembre 1947 à 4 heures de l'après-midi pour l'achat d'une émission d'obligations au montant de \$33,000 à 25 ans, datée du 1er novembre 1947, autorisée par le règlement N° 359.

Lesdites obligations porteront intérêt au choix du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée aux taux soumis n'excédant pas 3% et le taux offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier suivant l'échéance. L'intérêt sera payable les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le tableau d'amortissement du capital est le suivant:

Date	Capital
1er novembre 1948	\$1,000.00
1er novembre 1949	1,000.00
1er novembre 1950	1,000.00
1er novembre 1951	1,000.00
1er novembre 1952	1,000.00
1er novembre 1953	1,000.00
1er novembre 1954	1,000.00
1er novembre 1955	1,000.00
1er novembre 1956	1,000.00
1er novembre 1957	1,500.00
1er novembre 1958	1,500.00
1er novembre 1959	1,500.00
1er novembre 1960	1,500.00
1er novembre 1961	1,500.00
1er novembre 1962	1,500.00
1er novembre 1963	1,500.00
1er novembre 1964	1,500.00
1er novembre 1965	1,500.00
1er novembre 1966	1,500.00
1er novembre 1967	1,500.00
1er novembre 1968	1,500.00
1er novembre 1969	1,500.00
1er novembre 1970	1,500.00
1er novembre 1971	1,500.00
1er novembre 1972	1,500.00

Le capital et les intérêts seront payables à la banque mentionnée dans les règlements d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Coaticook.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, aux dates de l'échéance de l'intérêt, sous l'autorité du chap. 212 des S.R.Q. 1941. Cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les dates les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé, égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou non l'intérêt couru.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 11

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF COATICOOK

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for bonds" will be received by the undersigned until December 11th 1947 at 4 o'clock p.m. for the purchase of an issue of bonds totalling \$33,000 at 25 years, dated November 1st, 1947, authorized by By-law No. 359.

The said bonds will bear interest optionally at the submitted rates not exceeding 3% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturity. The interest will be payable on the 1st of May and the 1st of November of each year. The table of redemption of capital is as follows:

Date	Capital
November 1st, 1948	\$1,000.00
November 1st, 1949	1,000.00
November 1st, 1950	1,000.00
November 1st, 1951	1,000.00
November 1st, 1952	1,000.00
November 1st, 1953	1,000.00
November 1st, 1954	1,000.00
November 1st, 1955	1,000.00
November 1st, 1956	1,000.00
November 1st, 1957	1,500.00
November 1st, 1958	1,500.00
November 1st, 1959	1,500.00
November 1st, 1960	1,500.00
November 1st, 1961	1,500.00
November 1st, 1962	1,500.00
November 1st, 1963	1,500.00
November 1st, 1964	1,500.00
November 1st, 1965	1,500.00
November 1st, 1966	1,500.00
November 1st, 1967	1,500.00
November 1st, 1968	1,500.00
November 1st, 1969	1,500.00
November 1st, 1970	1,500.00
November 1st, 1971	1,500.00
November 1st, 1972	1,500.00

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedures at Montreal, Quebec or at Coaticook.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, at any interest payment date, under authority of Chap. 212, of the R.S.Q. 1941. However, if said redemption be partial, it shall be in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan, and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on December

décembre 1947 à l'hôtel de ville, à 7.30 de l'après-midi ou aussitôt que le conseil pourra le faire.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Coaticook, le 14 novembre 1947.

20686-47-3-o Le Secrétaire-trésorier,
ROMUALD DUMONT.

11th 1947 at 7.30 p.m. at the Town Hall or as soon thereafter as the Council can do so.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the Tenders.

Coaticook, November 14, 1947.

20686-47-3-o ROMUALD DUMONT,
Secretary-Treasurer.

DEMANDE DE SOUMISSIONS

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTES
POUR LA MUNICIPALITÉ DE HOWICK
COMTÉ DE CHATEAUGUAY

Avis public est, par les présentes donné, que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour Obligations" seront reçues par le soussigné, jusqu'à six heures de l'après-midi, lundi, le 15e jour du mois de décembre 1947, pour l'achat d'une émission de \$195,000 d'obligations des Commissaires d'Écoles Protestantes pour la municipalité de Howick, datées du 2 janvier 1948 et rachetables en séries, du 2 janvier 1949 au 2 janvier 1968 inclusivement, l'intérêt payable semi-annuellement le 2 janvier et le 2 juillet de chaque année.

Lesdites soumissions peuvent être faites pour des obligations portant intérêt à un taux n'excédant pas 3% et le taux offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier suivant les échéances.

Tableau de Rachat — \$195,000 — 20 ans

Année	Capital
2 janvier 1949.	x \$25,500.00
2 janvier 1950.	x 26,500.00
2 janvier 1951.	x 27,000.00
2 janvier 1952.	3,000.00
2 janvier 1953.	3,000.00
2 janvier 1954.	3,000.00
2 janvier 1955.	3,000.00
2 janvier 1956.	3,000.00
2 janvier 1957.	3,000.00
2 janvier 1958.	3,500.00
2 janvier 1959.	3,500.00
2 janvier 1960.	3,500.00
2 janvier 1961.	3,500.00
2 janvier 1962.	4,000.00
2 janvier 1963.	4,000.00
2 janvier 1964.	4,000.00
2 janvier 1965.	4,000.00
2 janvier 1966.	4,500.00
2 janvier 1967.	4,500.00
2 janvier 1968.	59,000.00

Le x indique les versements d'un octroi, au montant total de \$75,000 promis aux Commissaires d'Écoles Protestantes pour la municipalité de Howick, par le Secrétaire de la Province.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec ou Howick. Les obligations seront en coupures de \$500 ou des multiples de \$500.

Lesdites obligations sont émises sous l'autorité du chapitre 212, Statuts Refondus de Québec, 1941, et peuvent être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant du présent emprunt et devra spécifier si l'intérêt accru sur les obligations au temps de leur livraison est compris ou non dans le prix de la soumission.

CALL FOR TENDERS

PROTESTANT SCHOOL COMMISSIONERS
FOR THE MUNICIPALITY OF HOWICK,
COUNTY OF CHATEAUGUAY

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned until six o'clock in the afternoon, Monday the 15th day of the month of December 1947, for the purchase of an issue of \$195,000 of bonds of the Protestant School Commissioners for the municipality of Howick, dated January 2, 1948 and redeemable serially from January 2, 1949 to January 2, 1968 inclusively, the interest payable semi-annually on the 2nd of January and on the 2nd of July of each year.

Said tenders may be made for bonds bearing interest at a rate not exceeding 3% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities.

Table of redemption — \$195,000.00 — 20 years

Year	Capital
January 2nd 1949	x \$25,500.00
January 2nd 1950	x 26,500.00
January 2nd 1951	x 27,000.00
January 2nd 1952	3,000.00
January 2nd 1953	3,000.00
January 2nd 1954	3,000.00
January 2nd 1955	3,000.00
January 2nd 1956	3,000.00
January 2nd 1957	3,000.00
January 2nd 1958	3,500.00
January 2nd 1959	3,500.00
January 2nd 1960	3,500.00
January 2nd 1961	3,500.00
January 2nd 1962	4,000.00
January 2nd 1963	4,000.00
January 2nd 1964	4,000.00
January 2nd 1965	4,000.00
January 2nd 1966	4,500.00
January 2nd 1967	4,500.00
January 2nd 1968	59,000.00

The x indicates instalments of a grant to the total amount of \$75,000 promised to the Protestant School Commissioners for the municipality of Howick by the Provincial Secretary.

Capital and interest are payable at the Bank referred to in the loan procedure at Montreal, Quebec or Howick. The bonds to be issued in denominations of \$500 or multiples of \$500.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque of 1% of the amount of the present issue and must specify whether accrued interest on the bonds, at the time of their delivery, is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une assemblée des Commissaires d'Écoles Protestantes pour la municipalité de Howick devant être tenue le quinze du mois de décembre 1947, à 7.30 heures du soir, à la Salle du Conseil, Howick.

Les Commissaires d'Écoles Protestantes pour la municipalité de Howick ne s'engageant à accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Howick (Chateauguay), le 26e jour du mois de novembre 1947.

Le Secrétaire-trésorier,
THOS. T. GEBBIE.

20745-48-2

Province de Québec

CITÉ DE JOLIETTE
COMTÉ DE JOLIETTE

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à huit heures du soir, lundi le 22 décembre 1947, pour l'achat de \$210,000 d'obligations de la Cité de Joliette, datées du 1er décembre 1947 et remboursables en séries du 1er décembre 1948 au 1er décembre 1967 inclusivement. Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil tenue à 8 heures du soir le 22 décembre 1947.

Les soumissions pourront être faites pour des obligations portant intérêt au taux de 3% par année. L'intérêt sera payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Les obligations deviendront échues suivant le tableau ci-après:

Tableau de remboursement
\$210,000 — 3% — 20 ans

Année	Capital
1 décembre 1948	\$ 8,000.00
1 décembre 1949	8,000.00
1 décembre 1950	8,000.00
1 décembre 1951	9,000.00
1 décembre 1952	9,000.00
1 décembre 1953	9,000.00
1 décembre 1954	9,000.00
1 décembre 1955	10,000.00
1 décembre 1956	10,000.00
1 décembre 1957	10,000.00
1 décembre 1958	11,000.00
1 décembre 1959	11,000.00
1 décembre 1960	11,000.00
1 décembre 1961	11,000.00
1 décembre 1962	12,000.00
1 décembre 1963	12,000.00
1 décembre 1964	12,000.00
1 décembre 1965	13,000.00
1 décembre 1966	13,000.00
1 décembre 1967	14,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Joliette. Les obligations seront émises en coupures de \$1,000 et elles pourront être enregistrées quant au capital. Objet de l'emprunt: confection de travaux permanents, acquisition de biens mobiliers et virement de fonds. La livraison des titres sera faite le ou vers le 23 décembre 1947, à Joliette. Les obligations sont rédigées en français et en anglais.

Lesdites obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Protestant School Commissioners for the municipality of Howick to be held on the fifteenth of the month of December 1947, at 7.30 o'clock in the afternoon, at the Town Hall, Howick.

The Protestant School Commissioners for the municipality of Howick do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Howick (Chateauguay) this 26th day of the month of November 1947.

THOS. T. GEBBIE,
Secretary-Treasurer.

20745-48-2-o

Province of Quebec

CITY OF JOLIETTE
COUNTY OF JOLIETTE

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to eight o'clock in the evening, Monday the 22nd day of December, 1947, for the purchase of \$210,000 of bonds of the City of Joliette, dated December 1st, 1947, and redeemable serially from the 1st of December, 1948, to the 1st of December, 1967, inclusively. The tenders to be opened and considered at a meeting of the Council to be held at eight o'clock in the evening of the 22nd of December, 1947.

Tenders may be made for bonds bearing interest at the rate of 3% per annum. Interest will be payable semi-annually the 1st of June and 1st of December of each year. The bonds to mature according to the following table:

Table of Redemption
\$210,000 — 3% — 20 years

Year	Capital
December 1st, 1948	\$ 8,000.00
December 1st, 1949	8,000.00
December 1st, 1950	8,000.00
December 1st, 1951	9,000.00
December 1st, 1952	9,000.00
December 1st, 1953	9,000.00
December 1st, 1954	9,000.00
December 1st, 1955	10,000.00
December 1st, 1956	10,000.00
December 1st, 1957	10,000.00
December 1st, 1958	11,000.00
December 1st, 1959	11,000.00
December 1st, 1960	11,000.00
December 1st, 1961	11,000.00
December 1st, 1962	12,000.00
December 1st, 1963	12,000.00
December 1st, 1964	12,000.00
December 1st, 1965	13,000.00
December 1st, 1966	13,000.00
December 1st, 1967	14,000.00

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Joliette. The bonds to be issued in denominations of \$1,000 and may be registered as to capital. Object of the loan: building of permanent works, acquisition of movable properties and transfer of funds. Delivery of bonds to be made on or about the 23rd of December, 1947, at Joliette. The bonds will be printed in French and English.

Said bonds may be redeemed by anticipation at par, on any interest payment date, under

d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts Refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque-accepté égal à 1% du montant de l'emprunt, ce dépôt ne portant pas intérêt. Toutes les soumissions devront comprendre les intérêts accrus et celles contenant des conditions autres que ci-dessus énumérées ne seront pas considérées.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Joliette, comté de Joliette, ce 3 décembre 1947.

Le Secrétaire-trésorier,
CAMILLE BONIN.

20812-0

authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan, this deposit to bear no interest. All tenders must include accrued interest and tenders containing conditions other than those above enumerated will not be considered.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Joliette, county of Joliette, this 3rd day of December, 1947.

CAMILLE BONIN,
Secretary-Treasurer.

20812

Province de Québec

Province of Quebec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE ST-HUBERT,
COMTÉ DE CHAMBLY

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF THE PARISH OF
ST-HUBERT, COUNTY OF CHAMBLY

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi, lundi, le 22 décembre 1947, pour l'achat de \$80,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de St-Hubert, dans le comté de Chambly, datées du 1er novembre 1947 et remboursables en séries du 1er novembre 1948 au 1er novembre 1967 inclusivement, avec intérêt à 3% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Les obligations deviendront échues suivant le tableau ci-après:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned until five o'clock in the afternoon, on Monday, December 22, 1947, for the purchase of \$80,000 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the parish of St-Hubert, in the county of Chambly, dated the 1st of November, 1947, and redeemable serially from the 1st of November, 1948, to the 1st of November, 1967 inclusively, with interest at 3% per an-num, payable semi-annually, on the 1st of May and 1st of November, of each year. The bonds shall mature according to the following table:

Tableau de remboursement
\$80,000 — 3% — 20 ans

Table of Redemption
\$80,000. — 3% — 20 years

Année	Capital
1 novembre 1948.	\$ 3,000.00
1 novembre 1949.	3,100.00
1 novembre 1950.	3,200.00
1 novembre 1951.	3,200.00
1 novembre 1952.	3,300.00
1 novembre 1953.	3,500.00
1 novembre 1954.	3,600.00
1 novembre 1955.	3,700.00
1 novembre 1956.	3,800.00
1 novembre 1957.	3,900.00
1 novembre 1958.	4,000.00
1 novembre 1959.	4,100.00
1 novembre 1960.	4,200.00
1 novembre 1961.	4,300.00
1 novembre 1962.	4,500.00
1 novembre 1963.	4,600.00
1 novembre 1964.	4,800.00
1 novembre 1965.	4,900.00
1 novembre 1966.	5,100.00
1 novembre 1967.	5,200.00

Year	Capital
November 1st, 1948.	\$ 3,000.00
November 1st, 1949.	3,100.00
November 1st, 1950.	3,200.00
November 1st, 1951.	3,200.00
November 1st, 1952.	3,300.00
November 1st, 1953.	3,500.00
November 1st, 1954.	3,600.00
November 1st, 1955.	3,700.00
November 1st, 1956.	3,800.00
November 1st, 1957.	3,900.00
November 1st, 1958.	4,000.00
November 1st, 1959.	4,100.00
November 1st, 1960.	4,200.00
November 1st, 1961.	4,300.00
November 1st, 1962.	4,500.00
November 1st, 1963.	4,600.00
November 1st, 1964.	4,800.00
November 1st, 1965.	4,900.00
November 1st, 1966.	5,100.00
November 1st, 1967.	5,200.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à St-Lambert.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or St-Lambert.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts Refondus de Québec, 1941; cependant, et tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds may be redeemed by anticipation at par, at any interest maturity date, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, however, if such redemption be partial, it shall be in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque-accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert com-

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offer-

prend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi le 22 décembre 1947, à sept heures du soir, au bureau des écoles catholiques du village à St-Hubert.

Les commissaires ne s'engagent pas à accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à St-Hubert, comté de Chambly, ce 3 décembre 1947.

20813-0

Le Secrétaire-trésorier,
HUBERT ROCHELEAU.

ed includes or does not include accrued interest on the bonds to time of delivery.

The bonds will be opened and taken into consideration at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, December 22, 1947, at seven o'clock in the evening, at the Catholic Schools' office, of the Village of St-Hubert.

The Commissioners shall not be bound to accept the highest nor any of the tenders.

Given at St-Hubert, county of Chambly, December 3, 1947.

20813

HUBERT ROCHELEAU,
Secretary-treasurer.

Vente pour taxes

Province de Québec — Comté de Chambly

CITÉ DE ST. LAMBERT

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission Municipale de Québec, par un Arrêté en date du 1er décembre 1947, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'Article 54 de la Loi de la Commission Municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la Cité de Saint-Lambert, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence les dits immeubles seront vendus par écan public dans la salle du Conseil à l'Hôtel de ville de la Cité de Saint-Lambert, 35 rue Aberdeen, Saint-Lambert, LUNDI, le (29) VINGT-NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1947, at DIX heures du matin, heure normale de l'est.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 1er décembre 1945, auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait mais suivant les dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission Municipale de Québec, la vente des immeubles décrits dans la deuxième section sera finale et le droit de retrait ne pourra pas être exercé, tous lesdits immeubles étant des terrains vacants et des lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

Première section — Immeubles sujets au droit de retrait
Part One — Immovables subject to the right of redemption

Role N° Roll No.	Nom — Name	Situé — Location	Cad. Cad	S/Div. Sub-div
1113	Mrs. A. de G. Bouthillier.	363 Mercille Ave	162	1/2-89
<i>Description:</i> — Au sud-est moitié du lot N° 162-89 mesurant 25 pieds de largeur par 115 pieds de profondeur; bornée au front par l'avenue Mercille; à l'arrière par une partie du Lot N° 162-88; du côté sud-est par une partie du lot N° 162-91 et le côté Nord-Ouest par la partie qui reste du Lot N° 162-89.				
<i>Description:</i> — South-East half of lot No. 162-89 measuring 25 feet in width by 115 feet in depth; bounded in front by Mercille Avenue, in the rear by part of Lot No. 162-88, on the South-East side by part of Lot No. 162-91 and on the North-West side by the remaining half of Lot No. 162-89.				

2162 | G. H. Burland | Victoria Ave. | Pt. 172 |
Description: — Un emplacement situé sur l'avenue Victoria lequel forme la partie Nord-Ouest du lot No Cent soixante douze (N. O. Pt. 172) contenant environ 138 pieds de large en frontière, environ 135 pieds de large en arrière, par environ 177 pieds de profondeur sur le côté Nord-Ouest et 144 pieds et 8 pouces sur la ligne du côté Sud-Est, et borné au front près du Sud-Ouest par une autre partie du dit lot N° 172 formant une partie de la dite Avenue Victoria, en arrière par une partie du lot No 162, sur le côté Nord-Ouest par le lot N° 171 et sur le Côté Sud-Est par la partie Sud-Est du dit lot N° 172.

Description: — An emplacement situated on Victoria Avenue which forms the North-Westerly part of Lot No. One Hundred and Seventy-Two (N. W. Pt 172) containing about 138 feet in width in front, about 135 in width in rear, by about 177 feet in depth in its North-Westerly side line and 144 feet 8 inches in its South-Easterly side line, and is bounded in front towards the South-West by another part of said Lot No. 172, now forming part of said Victoria Avenue, in rear by part of Lot No. 162, on the North-Westerly side by Lot No. 171 and on the South-Easterly side by the South-Easterly part of said Lot No. 172.

Sale for Taxes

Province of Quebec — County of Chambly

CITY OF ST. LAMBERT

Public Notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission by an Order dated December 1st, 1947, has directed the undersigned in conformity with the provisions of Article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, Chapter 207) to sell the immovables hereinafter described to satisfy the payment of the arrearages of taxes due to the city of St. Lambert with interest and costs, and consequently said immovable will be sold by public auction in the council chamber at the city hall of the city of St. Lambert, 35 Aberdeen Street, St. Lambert, on MONDAY, the TWENTY-NINTH day of DECEMBER, 1947, at TEN o'clock in the forenoon, Eastern Standard Time.

However, shall be excluded from the Sale those immovables on which the taxes that became exigible on or before december 1st, 1945, shall have been paid before the actual sale.

The sale of the immovables described in the first section of the present notice will be subject to the right of redemption, but according to the provisions of Article 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the sale of the immovables described in the second section shall be final and the right of redemption cannot be exercised, all said immovables being vacant lands and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

Deuxième section — Immeubles non sujets au droit de retrait
Part Two — Immovables not subject to the right of redemption

Rôle N° Roll No.	Nom — Name	Situé — Location	Cad. Cad.	S/Div. Sub-div.
682	Toussaint Boudreault	Green Street	162	2343 2342 2341 2340 2339
1061	Toussaint Boudreault	Maple Avenue	162	1797 1796
274	Ernest Braithwaite	Bromley Avenue	264	462 461
1281	Ernest Braithwaite	Montrose Avenue	264	499
552	J. N. Brigg	Dulwich Avenue	161	1848
705	Joseph Raymond Kahala	Green Street	162	2073
1561	Mrs E. M. P. Shepherd, ...			
	C/O Miss H. E. Shepherd, Exécutrice — executrix.	Pine Avenue	162	Pt. 1671 1670 1669

Description: — Sud-Est de la moitié du Lot. N° 162-1671 mesurant 12½ pieds de large par 85 pieds de profondeur, bordée au front par l'avenue Pine; en arrière par une partie du Lot N° 162-1685; du côté Sud-Est par le Lot N° 162-1670 et du côté Nord-Ouest par ce qui reste de la partie du Lot N° 161-1671.

Description: — South-East half of Lot No. 162-1671 measuring 12½ feet in width by 85 feet in depth bounded in front by Pine Avenue, in rear by part of Lot No. 162-1685, on the South-East side by Lot No. 162-1670 and on the North-West side by the remaining half of Lot No. 161-1671.

1826	Mrs. F.-P. Vaughan	Rothesay Avenue	261	260 261
30	E. R. Viberg.	Alexandra Avenue	263	74

Je certifie que la liste sus-dite contient une description complète et entière des lots qui doivent être vendus le VINGT NEUVIEME jour de Décembre, 1947, pour défaut de paiement de la répartition des immeubles, des taxes générales et spéciales imposées sur les dits immeubles et dûs à la cité de Saint-Lambert.

Les immeubles susmentionnés sont tous aux plan et livre de renvoi de la Paroisse de St. Antoine de Longueuil et situé dans la cité de Saint-Lambert.

Termes: Argent comptant ou chèque visé.
Donné en la cité de St. Lambert ce deuxième jour de Décembre, 1947.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
20793-49-2-o C. F. POTTER.

I certify that the foregoing list contains a complete and full description of the lots to be sold on the twenty-ninth day of december, 1947, for failure to pay real estate assessments, general and special taxes imposed on the said immovables and owing to the city of St. Lambert.

The above immovables are all on the Plan and Book of Reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil and situated in the city of St. Lambert.

Terms: Cash or Accepted Cheque.
Given at the city of St. Lambert, this second day of December, 1947.

(Seal) C. E. POTTER,
20793-49-2-o Secretary-Treasurer.

SHERIFFS' SALES

VENTES PAR SHERIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

LABELLE

LABELLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour de Magistrat, District de Montreal. { P. R. BONHOMME, courtier en immeubles
No. 52868 { des cité et district de, Montréal, demandeur vs TREFFLE BASTIEN, journalier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Magistrate's Court, District of Montreal, { P. R. BONHOMME, real estate broker, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs TREFFLE BASTIEN, labourer, of the city and district of Montreal, defendant.

Comme appartenant au défendeur.

As belonging to the defendant:

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro quarante-huit (48) dans le onzième rang du canton Robertson, district de Labelle, suivant acte de vente enregistré à Mont-Laurier, sous le numéro 16375.

A lot of land known and designated under number forty-eight (48) in the eleventh range of the township Robertson, district of Labelle, according to deed of sale registered at Mont-Laurier, under number 16375.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Jean sur Lac, MERCREDI, le SEPTIEME jour de JANVIER mil neuf cent quarante-huit, à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold at the parochial church door of St-Jeans sur Lac, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of JANUARY, nineteen hundred and forty-eight, at TEN o'clock in the forenoon.

Le Député-shérif,
Bureau du Shérif, HENRI LAFONTAINE.
Mont-Laurier, le 1er décembre 1947. 20795-49-2o
[Première insertion, 6 décembre 1947]

Sheriff's Office, HENRI LAFONTAINE,
Deputy Sheriff.
Mont-Laurier, December 1, 1947. 20795-49-2
[First insertion, December 6, 1947]

TÉMISCAMINGUE

Cour Supérieure — District de Témiscamingue
 N° III } OLIVIER BEAUCHEMIN, contrac-
 teur de Belleterre, district de Té-
 miscamingue, demandeur vs REXTERRA
 GOLD MINES LIMITED, corps politique et
 incorporé ayant sa principale place d'affaires à
 Toronto, province d'Ontario, mais ayant des
 propriétés, dans le canton de Guillet, district de
 Témiscamingue, défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse:

"Tous les droits miniers (mining rights) que
 détient Rexterra Gold Mines Limited, en vertu
 des permis de mise en valeur P.M.V. 4193 et
 4194, permis émis par le ministère des Mines de
 la Province de Québec et couvrant:

a) le permis de mise, en valeur P.M.V. 4193: un
 morceau de terre de forme irrégulière situé dans
 le canton Guillet dans le district de Témiscamin-
 gue, morceau de terre de 80 acres environ cou-
 vrant les claims R-43,327 et 43,328 avec les bâti-
 sses dessus construites, appartenances et dé-
 pendances;

b) le permis de mise en valeur P.M.V. 4194:
 un morceau de terre de forme irrégulière situé
 dans le canton Guillet dans le district de Témis-
 camingue, morceau de terre d'environ 160 acres
 couvrant les claims R-43,329, 43,330 43,331 et
 43,332 avec les bâtisses dessus construites appa-
 rtenances et dépendances.

Seront vendus à mon bureau du shérif à Ville-
 Marie district de Témiscamingue, Province de
 Québec, MERCREDI le SEPTIEME jour de
 JANVIER, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du shérif, JULES GRENIER.
 Ville-Marie le 30 novembre 1947. 20796-49-2-0
 [Première insertion le 6 décembre 1947]

TÉMISCAMINGUE

Superior Court — District of Témiscamingue
 No. III } OLIVIER BEAUCHEMIN, contrac-
 tor of Belleterre, district of Témis-
 camingue, plaintiff; vs REXTERRA GOLD
 MINES LIMITED, a body politic and corporate
 having its head office in Toronto, Province of
 Ontario, but owning property in the township
 Guillet, district of Témiscamingue, defendant.

As belonging to the defendant:

All the mining rights which Rexterra Gold
 Mines Limited holds in virtue of Development
 Licenses M.D.L. 4193 and 4194, licenses issued
 by the Department of Mines of the Province of
 Quebec and covering:

a) Development license M.D.L. 4193: a par-
 cel of land of irregular figure, situate in the town-
 ship Guillet, district of Témiscamingue, a parcel
 of land of about 80 acres covering claims R-43,-
 327 and 43,328 — with buildings thereon erect-
 ed, appurtenances and dependencies;

b) Development license M.D.L. 4194: a parcel
 of land of irregular figure situate in the township
 Guillet, district of Témiscamingue, parcel of land
 of about 160 acres covering claims R-43,329,
 43-330, 43-331 and 43, 332 — with buildings there-
 on erected, appurtenances and dependencies.

Will be sold at my Sheriff's Office, at Ville-
 Marie, district of Témiscamingue, Province of
 Quebec, on WEDNESDAY, the SEVENTH
 day of JANUARY, 1948, at TEN o'clock in the
 forenoon.

JULES GRENIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Ville-Marie, November 30, 1947. 20796-49-2
 [First insertion, December 6, 1947]

Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 49

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Adams vs Zaccardelli 2964

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1935, section "C" — Comité paritaire
 de l'industrie des arts graphiques de
 Québec et du district. 2961
 1936, section "A" — Métiers de l'im-
 merie dans la région de Québec. 2962
 1936, section "B" — Employés muni-
 cipaux de la ville de Jonquière. 2963
 1936, section "C" — Industrie de la
 construction dans les comtés de Mas-
 kinongé, St-Maurice, Lavolette,
 Champlain et Trois-Rivières 2962

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2939

AVIS DIVERS:

Association Professionnelle des Classifi-
 cateurs de Bois (Formation). 2960
 Chicoutimi, canton de (Tirage d'obli-
 gations). 2958
 English Transcontinental (Canada) Li-
 mited (Directeurs). 2960
 F. L. Béique Inc. (Directeurs). 2961

Index of the Quebec Official
Gazette, No. 49

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Adams vs Zaccardelli 2964

ORDER IN COUNCIL:

1935, part "C" — Joint Committee of
 the Graphic Arts Industry of Quebec
 and District 2961
 1936, part "A" — Printing trades in the
 district of Quebec. 2962
 1936, part "B" — Municipal employees
 of the town of Jonquière. 2963
 1936, part "C" — Construction indus-
 try in the counties of Maskinongé,
 St-Maurice, Lavolette, Champlain
 and Trois-Rivières. 2962

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2939

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association Professionnelle des Classifi-
 cateurs de Bois (Formation). 2960
 Chicoutimi, canton de (Drawing of
 bonds). 2958
 English Transcontinental (Canada) Li-
 mited (Directors). 2960
 F. L. Béique Inc. (Directors). 2961

La Caisse Populaire de Howick (Fondation).....	2958	La Caisse Populaire de Howick (Fondation).....	2958
La Caisse Populaire de Sainte-Elizabeth (Fondation).....	2959	La Caisse Populaire de Sainte-Elizabeth (Fondation).....	2959
La Caisse Populaire de Saint-Joachim-de-Shefford (Fondation).....	2959	La Caisse Populaire de Saint-Joachim-de-Shefford (Fondation).....	2959
La Caisse Populaire Desjardins de Pintendre (Fondation).....	2960	La Caisse Populaire Desjardins de Pintendre (Fondation).....	2960
Les Ateliers Larouche, Limitée — Larouche Atelier, Limited (Directeurs).....	2960	Les Ateliers Larouche, Limitée — Larouche Atelier, Limited (Directeurs).....	2960
Le Syndicat de l'U.C.C. de Preissac (Formation).....	2959	Le Syndicat de l'U.C.C. de Preissac (Formation).....	2959
Marbet Corporation (Directeurs).....	2959	Marbet Corporation (Directeurs).....	2959
Quebec Winter Club Inc. (Directeurs).....	2961	Quebec Winter Club Inc. (Directeurs).....	2961
Quebec Winter Club Inc. (Règlements).....	2961	Quebec Winter Club Inc. (By-Laws).....	2961
Syndicat Coopératif de St-Benoît-de-Lacorne (Fondation).....	2959	Syndicat Coopératif de St-Benoît-de-Lacorne (Fondation).....	2959

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills qui seront présentés pendant la prochaine session.....	2966
---	------

CHARTES — ABANDON DE:

Beaver Trading Company, Limited.....	2965
Douville & Cyr Diamond Drilling Ltd.....	2966
La Compagnie d'Huile de Shawinigan Limitée.....	2965
La Terre de Chez-Nous Inc.....	2964
L'Union Catholique des Cultivateurs Inc.....	2964
Sunray Petroleum Corporation.....	2965
The Springpole Gold Mines, Limited.....	2965
Toyland Inc.....	2965
Waistcraft Inc.....	2966
Wedico Corporation of Canada, Limited.....	2966

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:

Ordonnance N° 4, 1942 — Amendement.....	2967
---	------

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Chevaliers de Colomb du Conseil Maisonneuve (N° 1787) Inc.....	2972
Corporation de Ste-Angèle-de-Monnoir de Bellefeuille, Alain-François.....	2971
Dominion Alkali & Chemical Company Limited.....	2969
Durham-Sud, village de.....	2972
Gatineau, ville de <i>et al.</i>	2971
Guaranty Trust Company of Canada.....	2969
Hull, cité de.....	2970
Larocque, Lucien <i>et vir.</i>	2968
Les Sœurs de l'Espérance.....	2970
McAbbee, Joseph.....	2971
St. Andrew's Society of Montreal.....	2972
Succession Hon. Joseph Masson.....	2968
Trois-Rivières, cité de.....	2972

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Commission scolaire centrale protestante Macdonald.....	2974
Eaton, munic. scolaire de.....	2974
Portneuf-Station, munic. scolaire catholique de.....	2973
St-André, munic. scolaire de la paroisse de.....	2973
St-Gertrude-de-Pontiac, munic. scolaire de.....	2973
St-Jean-de-Cherbourg, munic. scolaire de.....	2974
Syndics des écoles dissidentes d'Amos.....	2973

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Relating to private bills to be introduced during the coming session.....	2966
---	------

CHARTERS — SURRENDER OF:

Beaver Trading Company, Limited.....	2965
Douville & Cyr Diamond Drilling Ltd.....	2966
La Compagnie d'Huile de Shawinigan Limitée.....	2965
La Terre de Chez-Nous Inc.....	2964
L'Union Catholique des Cultivateurs Inc.....	2964
Sunray Petroleum Corporation.....	2965
The Springpole Gold Mines, Limited.....	2965
Toyland Inc.....	2965
Waistcraft Inc.....	2966
Wedico Corporation of Canada, Limited.....	2966

MINIMUM WAGE COMMISSION:

Ordinance No. 4, 1942 — Amendment.....	2967
--	------

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Chevaliers de Colomb du Conseil Maisonneuve (No 1787) Inc.....	2972
Corporation of Ste. Angèle de Monnoir de Bellefeuille, Alain-François.....	2971
Dominion Alkali & Chemical Company Limited.....	2969
South Durham, village of.....	2972
Gatineau, town of <i>et al.</i>	2971
Guaranty Trust Company of Canada.....	2969
Hull, city of.....	2970
Larocque, Lucien <i>et vir.</i>	2968
Les Sœurs de l'Espérance.....	2970
McAbbee, Joseph.....	2971
St. Andrew's Society of Montreal.....	2972
Estate of Hon. Joseph Masson.....	2968
Trois-Rivières, city of.....	2972

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

Macdonald Protestant Central School Board.....	2974
Eaton, School Munic. of.....	2974
Portneuf-Station, Catholic School Munic. of.....	2973
St-André, School Munic. of the Parish of.....	2973
St-Gertrude-de-Pontiac, school munic. of.....	2973
St-Jean-de-Cherbourg, School Munic. of.....	2974
Trustees of the dissentient schools of Amos.....	2973

TERRES ET FORETS:

Grantham, canton de	2975
St-Colomb-de-Sillery, paroisse de.....	2974

TRAVAIL:

Comité conjoint des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, L'Assomption et Montcalm (Modification)	2975
Comité paritaire de l'industrie de la construction pour les comtés de Roberval, Lac St-Jean, Chicoutimi et Charlevoix-Saguenay (Modification)	2975
Comité paritaire des barbiers-coiffeurs du comté de Missisquoi (Modification)	2976
Commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans la cité de Québec (Modification)	2976
Employés de garage dans les Iles de Montréal et de Jésus (Modification)	2977

TRÉSOR:

Assurances:

Northwestern Mutual Fire Association	2978
--	------

GREFFES DE NOTAIRES:

Bergeron, Roch-Albert	2978
Chevalier, Jean-Paul	2978
Lemaire, Georges, en faveur de	2978
MacKay, Hector	2978
Trudel, Laurent	2979

LETTRES PATENTES:

Barclays Building Limited	2940
Baribeau Etchemin Inc.	2941
Beebe Athletic Association Inc.	2941
Cardinal & Meloche Limitée	2942
Chanteclerc Ski Tows Inc.	2942
Chemins d'Hiver de St-Tite Incorporée	2942
Chibougamou Lumber Limited	2943
Commercial and Industrial Ventilation Limited	2943
Cords Limited	2944
Corporation Minière Marco Mining Corporation Limited	2944
Drumwood Products Company, Limited	2944
East End Hardware Inc.	2945
Eastern Agencies Company Limited	2945
Edifice Juneau Ltée	2945
Gaspé Motor Sales Limited	2946
Hodge Motors Limited	2946
Institut National d'Optique — National Institute of Optics	2947
Jos. Rogers, Limitée — Jos. Rogers, Limited	2947
Ken-Will Metal Products, Limited	2947
La Cie de Bois Chambord — Chambord Lumber Co.	2948
La Fédération Diocésaine de Montréal de la Jeunesse Etudiante Catholique du Canada, Incorporée	2948
La Ligue des Propriétaires du Village de Saint-Alexis de Grande-Baie	2948
Lamontagne Inc.	2949
Larochelle & Frères Ltée	2949
La Villa Familiale des Lacs McLaren et Pratte Inc.	2950
Le Club "Louiseville" Club Inc.	2950
Les Créations Valmy, Inc. — Valmy Fashions Studio, Inc.	2950
Letendre & Frères Limitée	2951
Livestock Producers Company Limited	2951

LANDS AND FORESTS:

Grantham, township of	2975
St-Colomb-de-Sillery, parish of	2974

LABOUR:

Joint Committee of the Barbers and Hairdressers of the Counties of Joliette, Berthier, L'Assomption and Montcalm (Amendment)	2975
Parity Committee of the Construction Industry for the Counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi and Charlevoix-Saguenay (Amendment)	2975
Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of Missisquoi County (Amendment)	2976
Hardware and paint trade in the city of Quebec (Amendment)	2976
Garage employees in Montreal and Jesus Islands (Amendment)	2977

TREASURY:

Insurance:

Northwestern Mutual Fire Association	2978
--	------

NOTARIAL RECORDS:

Bergeron, Roch-Albert	2978
Chevalier, Jean-Paul	2978
Lemaire, Georges, in favour of	2978
MacKay, Hector	2978
Trudel, Laurent	2979

LETTERS PATENT:

Barclays Building Limited	2940
Baribeau Etchemin Inc.	2941
Beebe Athletic Association Inc.	2941
Cardinal & Meloche Limitée	2942
Chanteclerc Ski Tows Inc.	2942
Chemins d'Hiver de St-Tite Incorporée	2942
Chibougamou Lumber Limited	2943
Commercial and Industrial Ventilation Limited	2943
Cords Limited	2944
Corporation Minière Marco Mining Corporation Limited	2944
Drumwood Products Company, Limited	2944
East End Hardware Inc.	2945
Eastern Agencies Company Limited	2945
Edifice Juneau Ltée	2945
Gaspé Motor Sales Limited	2946
Hodge Motors Limited	2946
Institut National d'Optique — National Institute of Optics	2947
Jos. Rogers, Limitée — Jos. Rogers, Limited	2947
Ken-Will Metal Products, Limited	2947
La Cie de Bois Chambord — Chambord Lumber Co.	2948
La Fédération Diocésaine de Montréal de la Jeunesse Etudiante Catholique du Canada, Incorporée	2948
La Ligue des Propriétaires du Village de Saint-Alexis de Grande-Baie	2948
Lamontagne Inc.	2949
Larochelle & Frères Ltée	2949
La Villa Familiale des Lacs McLaren et Pratte Inc.	2950
Le Club "Louiseville" Club Inc.	2950
Les Créations Valmy, Inc. — Valmy Fashions Studio, Inc.	2950
Letendre & Frères Limitée	2951
Livestock Producers Company Limited	2951

L'Outillage de Ferme Laitière Inc.— The Dairy Farm Equipment Inc....	2752
Magasin Korker Ltée — Korker Shop Ltd.	2952
Marcel Lacasse Fourrures Limitée — Marcel Lacasse Furs Limited	2952
McGill Securities Limited	2953
Moderne Leather Goods Company Li- mited.....	2953
Orange and Protestant Children's Home for Quebec.	2954
Quebec Theatres, Ltd.	2954
Romark Clothing Company.	2954
Simpson Machinery Ltd.	2955
S. L. Construction Co. Ltd.	2955
Talbot & Parent, Limitée	2955
Waterloo Construction Limited — La Cie de Construction Waterloo Limitée	2956

L'Outillage de Ferme Laitière Inc.— The Dairy Farm Equipment Inc....	2952
Magasin Korker Ltée — Korker Shop Ltd.	2952
Marcel Lacasse Fourrures Limitée — Marcel Lacasse Furs Limited	2952
McGill Securities Limited	2953
Moderne Leather Goods Company Li- mited.....	2953
Orange and Protestant Children's Home for Quebec.	2954
Quebec Theatres, Ltd.	2954
Romark Clothing Company.	2954
Simpson Machinery Ltd.	2955
S. L. Construction Co. Ltd.	2955
Talbot & Parent, Limitée	2955
Waterloo Construction Limited — La Cie de Construction Waterloo Limitée	2956

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Belmont Sportswear Co.	2956
Dean Industries Limited	2956
L'Aide aux Infirmes.	2956
Les Ateliers Emile Couture Limitée... ..	2957
Prupas Flooring Inc.	2957
S. O. Riverin & Cie Ltée — S. O. Ri- verin Limited.....	2957
Steinberg's Wholesale Groceries Li- mited.....	2957
Telephone Answering Service Ltd.— Votre Secrétaire Téléphoniste, Li- mitée	2958
3380 Ridgewood Ave. Inc.	2958

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Belmont Sportswear Co.	2956
Dean Industries Limited	2956
L'Aide aux Infirmes.	2956
Les Ateliers Emile Couture Limitée... ..	2957
Prupas Flooring Inc.	2957
S. O. Riverin & Cie Ltée — S. O. Ri- verin Limited.....	2957
Steinberg's Wholesale Groceries Li- mited.....	2957
Telephone Answering Service Ltd.— Votre Secrétaire Téléphoniste, Li- mitée	2958
3380 Ridgewood Ave. Inc.	2958

NOMINATIONS:

Diverses.	2980
----------------	------

APPOINTMENTS:

Miscellaneous.	2980
---------------------	------

PROCLAMATION:

Convocation de la Législature pour l'ex- pédition des affaires.	2982
---	------

PROCLAMATION:

Convocation of the Legislature for the dispatch of business	2982
--	------

SIÈGES SOCIAUX:

Aéro Mécanique Ltée — Aero Mechanic Ltd.	2982
Corporation Minière Marco Mining Corporation Limited.	2980
Holland America Line (Canada) Li- mited.....	2981
L'Association Sportive d'Amos Inc....	2981
Paradis Vincent Limitée.	2981
Richelieu Development Company Li- mited.....	2981
Wells & Fils, Limitée — Wells & Sons, Limited	2980

HEAD OFFICES:

Aéro Mécanique Ltée — Aero Mechanic Ltd.	2982
Corporation Minière Marco Mining Corporation Limited.	2980
Holland America Line (Canada) Li- mited.....	2981
L'Association Sportive d'Amos Inc....	2981
Paradis Vincent Limitée.	2981
Richelieu Development Company Li- mited.....	2981
Wells & Fils, Limitée — Wells & Sons, Limited	2980

SOUMISSIONS:

Coaticook, ville de.	2982
Commissaires d'écoles protestantes de Howick.	2983
Commissaires d'écoles de la paroisse de St-Hubert	2985
Joliette, cité de.	2984

TENDERS:

Coaticook, town of.	2982
Protestant School Commissioners of Howick.	2983
School Commissioners of the Parish of St-Hubert	2985
Joliette, city of.	2984

VENTE POUR TAXES:

St-Lambert, cité de.	2986
---------------------------	------

SALE FOR TAXES:

St-Lambert, city of.....	2986
--------------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFFS' SALES:

LABELLE:

Bonhomme vs Bastien	2987
---------------------------	------

LABELLE:

Bonhomme vs Bastien	2987
---------------------------	------

TÉMISCAMINGUE:

Beauchemin vs Rexterra Gold Mines
Limited 2988

20821-o

TÉMISCAMINGUE:

Beauchemin vs Rexterra Gold Mines
Limited 2988

20821-o